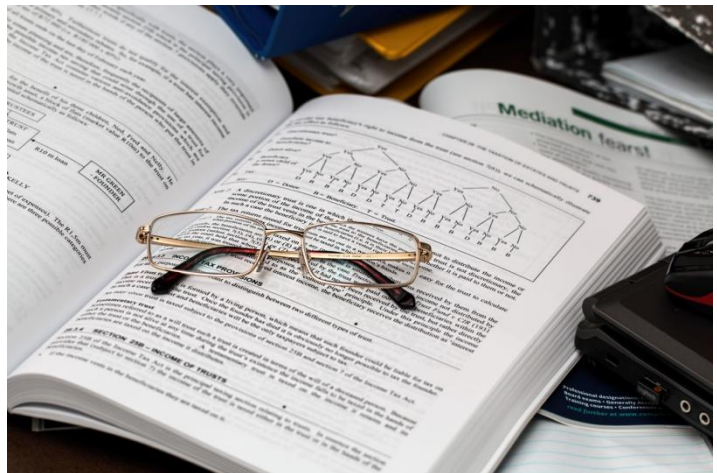


Plaidoyer pour une approche qualitative de l'économie

Étude ■ Bruno Poncelet ■ Décembre 2017



Introduction

5 décembre 2017 : à la radio, l'invitée du jour est la journaliste Alessandra d'Angello qui vient de terminer une enquête consacrée aux femmes, de plus en plus nombreuses, qui en viennent à se prostituer pour des raisons alimentaires (c'est-à-dire pour nourrir leurs enfants, avoir un logement, effectuer une réparation de chaudière, etc.).

Le journaliste-radio qui réalise l'interview plante d'entrée le décor : s'il y a des pauvres qui doivent se prostituer pour survivre, c'est *forcément* la faute de la crise. Sous-entendu : la croissance économique ayant laissé place à la stagnation économique, on ne produit plus assez de richesses et la pauvreté grimpe. Voilà pourquoi des gens en viendraient à se prostituer pour survivre...

Cet adage de la *crise économique*, racine de tous les maux, est devenu une sorte de mantra religieux dans notre société. À de multiples reprises, dans d'innombrables débats, pour des raisons variées et sur des thèmes diversifiés, on invoque invariablement une origine *économique* aux problèmes en spécifiant que le mal est de nature *quantitative* : on ne produit pas assez de richesses pour que tout le monde puisse s'en sortir et vivre bien.

Ce plaidoyer s'inscrit en faux contre ce constat.

Certes, la pauvreté grimpe. Mais l'origine du problème n'est pas de nature quantitative. L'origine du problème est de nature qualitative : pour diverses raisons, nous ne nous soucions plus assez de la *qualité* de notre économie.

Ce plaidoyer a une double ambition : montrer - ou plus exactement *rappeler* - à quel point l'approche qualitative de l'économie est importante, pour ensuite s'interroger sur la manière d'améliorer la qualité de notre économie.

Pourquoi s'intéresser à l'économie d'un point de vue qualitatif ?

L'économie n'est pas qu'une affaire de chiffres. Qu'on parle de la vie quotidienne d'une entreprise ou de flux commerciaux mondiaux, il est forcément question de relations humaines. D'un bout à l'autre de la Terre, une multitude de personnes apportent leur contribution - plus ou moins visible, plus ou moins valorisée, mais toujours nécessaire - au fonctionnement de cet immense puzzle planétaire qu'est l'économie contemporaine où, avant d'être consommée *ici*, une marchandise a souvent voyagé ailleurs *sous diverses formes* (matières premières, produits semi-finis, etc.).

Parler de l'économie sous un angle qualitatif, c'est précisément s'intéresser à l'aspect non chiffré de l'économie. À commencer par la (bonne ou mauvaise) *qualité des relations sociales* qui s'y nouent, entre collègues ou inconnus¹, pour faire tourner l'économie mondiale. Loin d'être anodine ou périphérique, cette question est centrale : en effet, selon qu'on fait face à de bonnes ou de mauvaises relations sociales dans la sphère professionnelle, le sort de milliards de personnes peut basculer de façon plus ou moins enviable ou plus ou moins détestable. Un exemple historique illustre ce propos : le commerce des esclaves africains entre l'Europe et les états-Unis.

Peu de temps après la sanglante et tragique conquête de l'Amérique², le premier grand commerce transatlantique faisait un crochet par l'Afrique : là-bas, les cales des navires européens étaient remplies d'une cargaison vivante... des esclaves noirs. Arrachés à leur Terre natale, séparés de leurs proches, ils furent des millions à être capturés, enchaînés, privés de liberté, marqués au fer rouge et embarqués sur des bateaux traversant l'océan, pour finalement être vendus dans les colonies américaines où les grands propriétaires fonciers recherchaient une main-d'œuvre docile, bon marché et corvéable à merci.

Vu sous l'angle quantitatif, le commerce des esclaves fut une excellente opération économique :

- malgré les risques encourus (aléas de la navigation, naufrages, tempêtes, pirates...), il permit aux états-nations et aux grands marchands contrôlant le commerce négrier d'engranger de formidables profits ;
- il favorisa également le développement de grands centres urbains (comme la région de Nantes, centre névralgique du commerce négrier français) ;
- moins chers à entretenir que des salariés européens, les esclaves permirent aux propriétaires fonciers des colonies d'abaisser leurs coûts de production pour, éventuellement, s'enrichir plus rapidement³ ;

¹ Le mineur africain extrayant une matière première du sous-sol ne rencontrera jamais le travailleur asiatique chargé de transformer cette matière première pour produire une marchandise. Et lorsque cette marchandise sera à son tour transportée par bateau, ni le mineur africain ni le travailleur asiatique n'entreront directement en contact avec l'équipage du navire. Ces gens resteront toujours, l'un pour l'autre, de parfaits inconnus. Néanmoins, la coordination de leurs tâches n'en est pas moins vitale pour construire, transporter et vendre une multitude de produits...

² Rappelons que la conquête de l'Amérique a coûté la vie à des millions d'autochtones et entraîné la disparition de milliers de cultures, langues et civilisations originales (une raison qui justifie l'usage du mot génocide lorsqu'on parle de cette période de l'histoire).

³ L'enrichissement des colons était conditionné au fait de pouvoir capter, à leur profit, l'abaissement des coûts de production suite à l'utilisation massive d'esclaves sur leurs plantations. Mais les négociants effectuant le commerce des

- le commerce des esclaves favorisa également un boom économique du commerce international de produits exotiques (café, cacao, sucre, tabac...) pour le plus grand bonheur de consommateurs européens ravis de découvrir et/ou d'accéder à des saveurs jadis inconnues ou hors de prix⁴.

N'embrasser l'économie que sous un angle quantitatif, c'est applaudir à de telles pratiques. S'arrêter au seul constat que le commerce de « bétail humain » parvient à créer et démultiplier les richesses, c'est vouloir aller de l'avant en s'interrogeant : comme le rendre encore plus efficace ? Comment l'étendre davantage ? Comment en faire le moteur de la croissance et du développement national ?

Heureusement, l'histoire a jadis emprunté un chemin tout différent. Par le passé, certains humains ont fait le constat suivant : la croissance quantitative de l'économie négrière est un désastre sur le plan *qualitatif*. Pour que certains (marchands, états-nations, propriétaires fonciers, consommateurs) puissent s'approcher du paradis, des millions d'êtres humains furent opprimés et condamnés à vivre l'enfer... Au nom de l'humanité, ces ancêtres courageux se sont révoltés sur base d'un idéal : une pratique aussi ignoble et barbare que l'esclavage n'avait pas sa place dans la société et l'économie de leur époque.

C'était là un impératif moral, qualitatif et généreux. Et ces ancêtres avaient raison : parler de l'économie sous un angle purement quantitatif n'est pas suffisant. Pour évoquer *les bienfaits* ou *les méfaits* de l'économie sur la société, il faut nécessairement questionner la *qualité des relations sociales* qui se nouent au moment de fabriquer, transporter et vendre des marchandises.

Comme cela n'est plus dans nos habitudes de penser ainsi, nous allons procéder par étapes pour retrouver un regard *qualitatif* sur l'économie.

La première de ces étapes consiste à trouver un nom particulier pour désigner l'économie lorsqu'elle se construit sur base de rapports sociaux détestables (comme l'esclavage). Parce qu'il est question d'autorité abusive, nous dirons d'une économie qualitativement déplorable qu'il s'agit d'une tyrannie économique.

Tyrannie économique est donc l'équivalent (du point de vue qualitatif) du mot « récession » utilisé pour évoquer une crise quantitative de l'économie.

Le nom de « tyrannie économique » étant trouvé pour qualifier une économie en crise sur le plan qualitatif, passons à la deuxième étape en cherchant à comprendre l'origine et les symptômes de ce problème.

produits cultivés (entre l'Amérique et l'Europe) et les consommateurs européens de ces produits pouvaient tenter, eux aussi, de capter cette diminution des coûts de production à leur profit.

⁴ Pour plus de détails sur ces sujets, on pourra notamment lire l'ouvrage de Nayan Chanda, « Au commencement était la mondialisation », publié en 2013 par le CNRS (1ère édition en langue anglaise : 2007), pages 76-82 et 105-124.

■ L'origine (collective) de la tyrannie économique

La tyrannie économique est une maladie collective qui trouve sa source dans des *interactions conflictuelles et oppressives entre différents groupes sociaux* qui occupent des places distinctes (voire antagonistes) au sein d'une société.

Dans notre exemple sur l'esclavage colonial, un gouffre sépare le point de vue des négriers du ressenti des esclaves. Pour comprendre l'origine de ces conflits, il faut s'intéresser aux *valeurs fondamentales* animant ces groupes sociaux : si le commerce négrier organisé par l'Occident put se développer à cheval sur plusieurs siècles, c'est parce que les hommes blancs de l'époque étaient *convaincus* (par les croyances et valeurs qui les animaient) de leur *supériorité intrinsèque* sur les Africains. En effet, lors de la conquête des Amériques, les Chrétiens se sentaient différents et supérieurs aux indigènes parce qu'eux seuls connaissaient le « vrai » Dieu et la Bible. Plus tard, lorsque Dieu disparut des écrans radars officiels des états-nations européens, d'autres croyances et motivations culturelles prirent le relais pour maintenir, chez les négriers européens, la croyance d'une supériorité occidentale sur les Africains. Pour certains, l'Occident était une civilisation plus avancée qui devait montrer aux peuples archaïques, plongés dans la nuit de l'histoire, comment avancer. Pour d'autres Occidentaux, le nationalisme colonial était une puissante motivation : il fallait coûte que coûte assurer la grandeur de la Nation, et la possession de vastes colonies asservissant les peuples autochtones était vu comme le seul moyen d'y arriver. Des motivations racistes à caractère pseudo-scientifique - comme la mesure de crânes visant à établir des hiérarchies raciales au sein de l'humanité - prirent également le relais des croyances religieuses chrétiennes pour affirmer la supériorité de l'homme blanc sur les peuples colonisés (dont les esclaves noirs)⁵. Habité par ces diverses croyances (qui pouvaient s'entremêler les unes aux autres), les hommes blancs de l'époque étaient convaincus de leur *droit moral* à pouvoir enfermer, acheter, vendre et exploiter jusqu'à la lie des hommes, femmes et enfants noirs.

Bien entendu, l'Occident n'est pas la seule société à avoir recouru à l'esclavage. S'intéressant à l'esclavage dans les sociétés grecques et romaines de l'Antiquité, l'historien Peter Gansey fait le constat suivant : là encore, c'est au nom de *valeurs fondamentales* diversifiées (tantôt morales, tantôt religieuses) dans lesquelles ils croyaient profondément que de prestigieux penseurs - tels qu'Aristote, Platon ou Saint-Augustin... - justifiaient la réduction en esclavage de *certaines groupes sociaux*⁶. D'après un autre historien, nommé Olivier Grenouilleau, dans toutes les sociétés où il s'est développé, l'esclavage a souvent enduré des critiques (visant à amoindrir, réguler ou contrôler certains de ses aspects les plus cruels) sans jamais être remis en cause dans son principe même. Seules certaines communautés religieuses (juifs esséniens, druzes musulmans, quakers chrétiens) ont osé s'affranchir de l'ordre social de leur temps pour adopter, en leur sein, des règles anti-esclavagistes. D'ordre spirituelle, leur motivation consistait à améliorer leurs comportements quotidiens pour vivre au plus proche de la

⁵ Pour plus de détails à ce propos, lire l'excellent (mais exigeant) ouvrage de Pol-P. Gossiaux, « Anthologie de l'homme et la nature. Genèses de l'anthropologie à l'âge classique (1580-1750) », édité par De Boeck en 1993. Plus facile d'accès, le livre d'Alain Ruscio, « Le credo de l'homme blanc. Regards coloniaux français XIXème-XXème siècles » publié aux éditions Complexe en 2002, est riche d'exemples sur le racisme qui animait la France d'alors.

⁶ Une raison religieuse pouvait consister, par exemple, à évoquer certains passages de la Bible pour justifier l'esclavage. Une raison morale pouvait consister, par exemple, à penser qu'il était moins odieux de réduire un ennemi vaincu à l'état d'esclave plutôt que de le mettre à mort. Voir Peter Gansey, « Conceptions de l'esclavage d'Aristote à saint Augustin », Paris, Les belles Lettres, 2004.

parole de Dieu, quitte à mépriser certains dogmes ou pratiques défendus par les institutions religieuses faisant autorité à leur époque. Mais ils ne cherchaient pas à abolir l'esclavage hors de leur communauté. Pouvant fort bien s'accommoder de ces résistances locales, l'esclavage accompagna les civilisations humaines durant des milliers d'années⁷.

Même si le mot « loi » est moderne et colle mal aux réalités anciennes, l'esclavage a toujours obéi (là où il a existé) à certaines **règles collectives**. Car le droit d'oppression à travers l'esclavage n'était pas seulement justifié du point de vue moral ou religieux, il était aussi *légalisé* : des autorités l'autorisaient, aussi bien pour dire dans quel contexte il se justifiait, que pour énoncer les règles selon lesquelles il était applicable. Ainsi, à l'époque coloniale où le commerce négrier battait son plein, des législations autorisaient le recours à l'esclavage : par-delà leurs variations d'une colonie à l'autre, ces législations esclavagistes enfermaient les esclaves africains dans un statut légal à peu près comparable à celui qui prévaut de nos jours pour le bétail. Il s'agissait de marchandises vivantes devant obéir aux ordres et n'ayant pas à se plaindre ni le droit de réclamer quoi que ce soit.

Bien entendu, si une telle oppression fut possible, c'est aussi en raison d'un dernier critère essentiel : l'existence de **rapports de force**. C'est par la guerre, la conquête, la violence et la contrainte que les Blancs imposèrent progressivement leur volonté, sur plusieurs continents et durant des siècles, aux populations autochtones parmi lesquelles se trouvaient des millions d'esclaves africains.

Sans prétendre être exhaustif au sujet des *rapports de force*, on peut quand même relever quelques ingrédients alimentant la domination des uns sur les autres :

- les esclavagistes blancs purent s'appuyer sur leurs *autorités publiques* (le pouvoir politique des souverains occidentaux) exerçant un contrôle colonial sur de nombreux territoires et populations autochtones, tant en Afrique qu'en Amérique ;
- les esclavagistes blancs nouèrent également des liens (coercitifs, diplomatiques, commerciaux...) avec certaines *chefferies africaines*, chargées de capturer et de livrer les esclaves noirs aux Occidentaux⁸ ;
- pour asseoir leur domination, les esclavagistes blancs mirent aussi en place des *autorités privées* : certaines de ces autorités avaient un caractère collectif de nature commerciale (c'était le cas des associations de marchands mettant en commun leurs capitaux pour financer et organiser le commerce transatlantique des esclaves), quand d'autres avaient un visage plus individuel et domestique (c'était le cas, dans les colonies américaines, des propriétaires fonciers imposant leur autorité à leurs esclaves - y compris en recourant aux châtimements corporels - dans l'enceinte de leur propriété privée) ;
- enfin, la maîtrise de certains outils techniques (tels que les armes à feu ou le transport maritime) joua également un rôle crucial dans le développement d'une tyrannie économique, mise en place de façon coordonnée sur plusieurs continents.

⁷ Olivier Grenouilleau, « La révolution abolitionniste », éditions Gallimard (NRF), Paris, 2017.

⁸ L'écrivain danois Thorkild Hansen a publié un témoignage poignant sur cette époque dans « La côte des esclaves », paru chez Actes Sud.

Résumons ces éléments cruciaux : la tyrannie économique apparaît lorsque des **groupes sociaux** différents, animés par des **valeurs fondamentales** amenant les uns à **mépriser les autres**, se concrétisent par une domination effective sur base de **rapports de force**. Ces rapports de force reposent en partie sur des **structures de pouvoir variées**, aussi bien **publiques** que **privées** - ces dernières pouvant aussi bien avoir un caractère **collectif et commercial** (comme les réseaux marchands organisant le commerce des esclaves) qu'**individuel et domestique** (comme les propriétaires fonciers esclavagistes). La **maîtrise de certains outils techniques** joue également un rôle important dans les rapports de force qui permettent aux groupes sociaux dominants de traduire leurs valeurs méprisantes (vis-à-vis d'autres groupes sociaux) en **textes de lois** autorisant les comportements tyranniques, tels que l'achat et la vente de « bétail humain ».

Voilà les leviers essentiels (à caractère collectif) expliquant comment *mépris de l'autre et oppression* peuvent nuire à la qualité de l'économie. Notons au passage que ces leviers sont pour partie ancrés dans l'économie (les réseaux marchands esclavagistes), mais étendent également leurs racines en dehors de ce que nous appelons *stricto sensu* l'économie (comme les valeurs fondamentales d'une société ou les textes de lois en vigueur). À présent que l'origine du problème est connue, reste à voir par quels symptômes concrets la tyrannie économique se traduit pour les personnes qui en sont victimes.

Les symptômes de la tyrannie économique

Comment les esclaves vivaient-ils au quotidien ? Cette question appelle une multitude de réponses car le sort des esclaves a énormément varié selon les époques, les lieux et les civilisations où l'esclavage a existé. Ainsi, certaines civilisations reconnaissaient au maître un pouvoir tellement absolu qu'il avait droit de vie ou de mort sur ses « biens vivants ». Mais d'autres sociétés encadraient et limitaient le pouvoir des propriétaires à l'égard des esclaves. Par ailleurs, au sein d'une même société, les esclaves pouvaient connaître des sorts très différents selon le groupe social dont ils étaient issus ou l'usage qu'on faisait de leurs capacités : dans la Rome antique, par exemple, comment comparer le sort d'esclaves envoyés dans une maison privée en qualité de domestiques, dans l'arène en qualité de gladiateurs, dans les rouages de l'état en qualité de fonctionnaires qualifiés ou bien encore dans les mines en qualité de forçats condamnés à mourir d'épuisement au travail ?

Notre but étant de comprendre par quels symptômes se manifeste la tyrannie économique dans ce qu'elle a de pire (quand les relations sociales sont les plus dégradées du point de vue qualitatif), nous commencerons par explorer la face la plus sombre et la plus cruelle de l'esclavage : celle où on n'est rien d'autre qu'un objet dépouillé de toute forme de droits, d'identité personnelle et de liens familiaux.

Un esclave, par définition, ne s'appartient pas. Il est la propriété d'un maître qui peut le traiter comme une chose parce que la société en a décidé ainsi : l'esclave a beau vivre et respirer selon les lois de la biologie, il n'a aucun droit à faire valoir selon les lois humaines. Son statut est celui d'un objet vivant attaché au service de son maître. Concrètement, cela signifie que les esclaves ont très peu (ou pas du tout) de droits juridiques à faire valoir, et énormément d'obligations et de devoirs légaux à remplir à l'égard des gens libres. **L'inégalité juridique** (le déséquilibre des droits et des devoirs légaux en (dé)faveur de certains groupes sociaux) est l'un des premiers symptômes importants de la tyrannie économique.

Un symptôme qui en appelle malheureusement d'autres. Ainsi, lorsqu'on n'est qu'un objet et rien d'autre, on est la propriété de quelqu'un qui décide des choses que vous pouvez posséder. **Ne pouvoir posséder aucun objet matériel sans l'aval de son maître** est un deuxième symptôme de la tyrannie économique, avec une conséquence importante : l'esclave dépend entièrement du *bon vouloir* de son maître pour se loger, se nourrir, s'abriter... Si certains esclaves étaient vêtus, logés et nourris correctement, d'autres étaient astreints à vivre dans la plus grande précarité et ne recevaient qu'une nourriture de piètre qualité...

Mais le bouchon de la dépossession va bien au-delà des seuls objets matériels. Il concerne également le corps dont nous sommes faits : un esclave pouvait être entravé de chaînes, marqué au fer rouge, servir de jouet sexuel à son maître, être amputé⁹ ou battu, voire carrément mis à mort par son propriétaire. Ainsi, l'esclave n'est même pas propriétaire de son corps, de sa sexualité ou de sa vie. **Être privé du droit à l'intégrité physique, à la sécurité et à la santé** est un troisième symptôme flagrant de tyrannie économique.

⁹ Le cas le plus médiatisé d'amputation d'esclave reste celui des hommes castrés de force pour devenir eunuques. Cependant, des amputations partielles (d'une main par exemple) existaient également pour punir des esclaves jugés trop réfractaires à l'autorité ou ayant cherché à s'échapper (la sanction servait alors autant de punition personnelle que de moyen collectif d'intimidation pour les autres esclaves).

Bien sûr, certains esclaves étaient plus précieux que d'autres. Du point de vue économique, un propriétaire avait tout intérêt à maintenir en bonne santé des esclaves effectuant des tâches qualifiées (réclamant de l'apprentissage ou de la confiance) dont l'achat était forcément onéreux. Un attachement affectif pouvait également se nouer, au fil des années, entre un maître et certains esclaves domestiques. À l'inverse, les esclaves utilisés pour des travaux lourds (comme les mineurs ou les terrassiers) étaient souvent exploités jusqu'à la lie, endurant une surcharge chronique de travail dans des conditions pénibles et dangereuses. La plupart mourait d'ailleurs prématurément. Enfin, lorsqu'ils n'étaient pas affranchis par leur maître pour (re)devenir des citoyens libres, les esclaves transmettaient souvent leur statut à leurs descendants, condamnant ainsi leurs enfants à l'esclavage. Être contraint à du **travail forcé (travail qu'on n'a pas choisi) sans limite dans le temps, sans moments de repos pour récupérer des forces, sans instants de liberté pour s'épanouir** est un quatrième symptôme majeur de la tyrannie économique.

Laquelle s'impose à travers des rapports individuels autoritaires. Qu'un maître fouette un esclave dont il est mécontent, ou qu'il passe par des intermédiaires pour donner ses ordres, l'autorité concrète d'un esclavagiste se manifeste toujours à travers des rapports humains. Ce sont des individus qui exercent des pressions les uns sur les autres, et ces pressions peuvent s'exercer partout : loin des regards au fond des mines, dans des espaces publics comme les arènes romaines ou bien encore dans l'enceinte privée d'une maisonnée esclavagiste. Qu'il soit ou non d'accord avec la tâche qui lui est confiée, qu'il trouve ou non abusive l'autorité de son maître, l'esclave se trouve toujours face à une autorité humaine à sens unique, une autorité qui ordonne et s'attend à être obéie sans contestation. L'esclave étant assimilé à une sorte d'objet vivant, il n'a pas plus le droit à la parole que les animaux d'élevage n'ont le droit de se plaindre du sort qu'on leur réserve dans nos sociétés modernes. Ainsi, **l'autorité individuelle unilatérale (sans discussion possible)** du maître donneur d'ordre sur l'esclave exécutant est le dernier grand symptôme de la tyrannie économique.

À présent que nous connaissons mieux cette maladie, résumons à grand traits ce qu'on en a découvert jusqu'ici...

La tyrannie économique : symptômes et origine	
Définition	La tyrannie économique est un droit de contrainte abusif, exercé par une hiérarchie toute puissante (sans contre-pouvoirs pour la brider) lors de la fabrication, du transport ou de la mise en vente de richesses économiques.
Origine	La tyrannie économique trouve son origine dans des interactions entre différents groupes sociaux basées sur des valeurs fondamentales inégalitaires et méprisantes.
	Ces valeurs inégalitaires sont imposées à travers des rapports de force qui puisent leurs sources dans des structures de pouvoir (aussi bien privées que publiques, individuelles et collectives, commerciales et politiques) et la maîtrise de certains outils techniques.
	La loi sanctionne cet ordre social injuste.
Symptômes	1 ^{er} symptôme → l'inégalité juridique (déséquilibre entre droits et devoirs) : les esclaves ont peu (ou pas) de droits mais énormément d'obligations et de contraintes à respecter. À l'inverse, les maîtres ont des droits abusifs et peu (ou pas) d'obligations légales à l'égard de leurs esclaves.
	2 ^{ème} symptôme → le droit à la propriété des esclaves est conditionné au bon vouloir du maître : cela accentue forcément les rapports de force et crée des situations de dépendance et de précarité extrême.
	3 ^{ème} symptôme → les esclaves sont également privés du droit à l'intégrité physique, à la sécurité et à la santé : leur maître peut abuser d'eux sexuellement, les « tuer au travail », les battre, les amputer et même parfois les condamner à mort.
	4 ^{ème} symptôme → les esclaves sont condamnés à du travail forcé sur une durée de temps potentiellement infinie pouvant se transmettre de générations en générations.
	5 ^{ème} symptôme → l'autorité tyrannique s'exerce à travers des rapports humains unilatéraux : l'esclave doit obéir aux ordres et n'est pas censé en discuter la teneur, ni avoir droit à la parole ou au dialogue.

Thérapie qualitative : les leçons du mouvement abolitionniste

À présent que nous avons identifié l'origine et les symptômes de la tyrannie économique, il est temps de voir la manière d'améliorer la qualité de l'économie. Pour nous y aider, quel meilleur chemin que celui jadis emprunté pour abolir l'esclavage ? Comment en est-on arrivé à interdire l'achat et la vente de « bétail humain » ? C'est la question sur laquelle s'est penché l'historien Olivier Grenouilleau dans un livre consacré à *La révolution abolitionniste*¹⁰. Sans prétendre à l'exhaustivité, nous allons retenir ici dix faits marquants de ce combat, afin d'isoler certains principes actifs dans le traitement de la tyrannie économique.

Premier fait marquant : c'est à la fin du XVIII^{ème} siècle qu'apparaissent, en occident, les premiers mouvements réclamant une abolition *universelle* de l'esclavage. Partant de rien, **le mouvement abolitionniste s'est appuyé sur des libertés politiques pour éclore, fleurir et militer**. En Angleterre, depuis la « Glorieuse Révolution » de 1688, la liberté d'expression n'était plus soumise à la censure royale, le Parlement élu était doté de réels pouvoirs et, contrairement à d'autres pays, on pouvait également créer des associations poursuivant des objectifs politiques. En 1787, douze amis (pour la plupart quakers) profitent de ces libertés pour former la première organisation abolitionniste européenne : la *London Society for Effecting the Abolition of the Slave Trade*. S'appuyant sur les libertés politiques, leur stratégie consiste à sensibiliser la population en organisant de multiples réunions décentralisées, en publiant des articles dans les journaux, en tenant des meetings, en prenant la parole en public, le tout dans l'espoir de multiplier les adhérents à leur cause... qui n'est pas encore l'abolition de l'esclavage, mais bien l'interdiction du commerce des esclaves.

Deuxième fait marquant : loin d'être uniforme, le mouvement abolitionniste fut composé d'une multitude de groupes sociaux s'inspirant tantôt de la religion, tantôt de la philosophie humaniste¹¹. Par-delà leurs désaccords sur de nombreux enjeux de société, ces groupes sociaux anti-esclavagistes voulaient **agir sur le monde** pour le transformer et l'améliorer **au nom d'un idéal commun** : la croyance en l'égalité humaine. À une époque où l'on concevait les rapports sociaux sur des bases inégalitaires (distinguant hiérarchiquement l'Homme de la Femme, le Blanc du Noir, etc.), le mouvement abolitionniste s'élevait autour d'une valeur fondamentale forte : qu'on soit Noir ou Blanc, qu'on vive ici ou ailleurs, tous les humains sont égaux et possèdent les mêmes droits naturels. Raison pour laquelle ils s'opposaient, de façon universelle, à l'esclavage qu'ils voulaient faire supprimer partout sur la Planète.

Troisième constat : abolir l'esclavage avait beau être un projet généreux, il n'en rencontrait pas moins de solides oppositions. D'une part, l'abolition touchait directement aux intérêts financiers de pouvoirs politiques et de puissants réseaux marchands esclavagistes. D'autre part, cela contrevenait aux coutumes et croyances dominantes de l'époque. C'est pourquoi **un lobby colonial** s'est battu bec et ongles pour maintenir le système en place. Dans ce combat, le lobby colonial a abusé des arguments quantitatifs en agitant le spectre d'un chaos économique si l'esclavage venait à disparaître, prédisant le

¹⁰ Olivier Grenouilleau, « La révolution abolitionniste », éditions Gallimard (NRF), Paris, 2017.

¹¹ Même si ce n'est pas le sujet, rappelons que la philosophie humaniste des Lumières est une forme de pensée héritière des religions monothéistes. Lire notamment à ce sujet Pol-P. Gossiaux, « Anthologie de l'homme et la nature. Genèses de l'anthropologie à l'âge classique (1580-1750) », De Boeck, 1993, et Louis Dumont, « Essai sur l'individualisme, une perspective anthropologie sur l'idéologie moderne », Gallimard (NRF), 1983.

déclin des civilisations occidentales, le retour des famines en Europe ou encore des hausses d'impôts ruinant les populations. Mais le lobby colonial a aussi fait usage d'arguments qualitatifs pour dénigrer le mouvement abolitionniste, accusant ses militants d'être tantôt une minorité de doux rêveurs - méconnaissant les réalités économiques et noircissant exagérément la vie des esclaves dans les colonies -, d'être tantôt de dangereux agitateurs poussant les esclaves à se révolter contre leurs bons maîtres blancs, ou bien encore de trahir leur patrie en œuvrant secrètement pour des puissances étrangères (pour rappel, à l'époque, le nationalisme dégénérait encore fréquemment en guerres nationales).

Quatrième constat : pour devenir populaire, le mouvement abolitionniste anglais n'a pas ménagé sa peine en multipliant réunions et meetings, mais il a aussi travaillé sa crédibilité en rendant coup pour coup aux arguments du lobby colonialiste via l'utilisation d'**outils culturels**. Ainsi, les plans d'un navire négrier (le *Brooks*) montraient la manière dont les esclaves étaient entassés dans les cales des navires traversant l'Atlantique. Le mouvement abolitionniste publia également des revues détaillant la vie dans les colonies, utilisant notamment des témoignages d'esclaves narrant la cruauté quotidienne dont ils étaient victimes. Pour gagner des cœurs à sa cause, le mouvement abolitionniste put également compter sur des essais et des romans, dont le très populaire *La case de l'Oncle Tom* publié en 1852. Enfin, pour répondre à ses détracteurs, le mouvement abolitionniste s'aventura sur le terrain quantitatif en réfutant les prédictions d'un futur chaos économique suite à l'éradication de l'esclavage. Il affirma même (mais à tort, sur ce point) que la motivation de salariés libres permettrait de produire les mêmes biens agricoles à un prix moins élevé qu'avec des esclaves.

Cinquième constat : la stratégie des abolitionnistes anglais fut doublement payante. D'une part, malgré des hauts et des bas, ils réussirent à gagner le cœur de la population pour créer un vaste mouvement populaire capable de réunir plusieurs dizaines de milliers de signatures sur des pétitions adressées au monde politique. D'autre part, cette **pression populaire sur le monde politique** poussa les élus britanniques - pourtant récalcitrants à l'origine - à modifier les législations dans un sens plus égalitaire.

Sixième constat : cette évolution législative n'a pas libéré les esclaves de leur joug en un jour, mais a plutôt obéi à une **logique des petits pas**. Ainsi, en 1788, les élus britanniques refusent d'abolir le commerce des esclaves, mais consentent à adopter des normes plus strictes en matière de transport négrier, diminuant aussi bien le nombre d'enfants pouvant être transporté lors d'un voyage, que le nombre total d'esclaves pouvant être transportés en regard de l'espace disponible. Mais la pression populaire se maintient et, deux décennies plus tard, en 1807, les élus britanniques abolissent définitivement le commerce des esclaves (et non l'esclavage proprement dit). Pour les abolitionnistes anglais, cette victoire retentissante devait conduire à la disparition naturelle de l'esclavage, faute d'approvisionnement des colonies en esclaves. Mais il n'en fut rien. Le mouvement abolitionniste anglais reprit alors le combat pour franchir un nouveau pas en exigeant l'abolition pure et simple de l'esclavage. Une mesure que le monde politique anglais adopta, sous la pression populaire, en 1838.

Septième constat : à partir du moment où l'état-nation anglais a interdit formellement le commerce des esclaves (en 1807) et l'esclavage (en 1838), cette **structure politique est devenue un maillon essentiel dans la lutte internationale pour l'abolition**. Parce que l'idéal humaniste se voulait universel, le Royaume-Uni a entrepris une véritable croisade anti-esclavagiste et fait pression sur les autres nations pour qu'elles mettent un terme, à leur tour, à ces pratiques inhumaines. Ainsi, c'est sous la pression britannique que la Suède et les Pays-Bas interdisent, en 1814, le commerce des esclaves. La même année, lors de la signature d'un Traité avec la France, les autorités britanniques donnent cinq ans à la France pour abolir le commerce négrier (un délai bien trop long aux yeux de l'opinion publique anglaise qui se mobilisa fortement : un million d'Anglais exprimèrent leur désaccord, dont 35.000 à Liverpool qui

comptait alors environ 100.000 habitants !). Même si ces pressions britanniques n'étaient pas toujours bien vues, notamment en France où elles heurtent l'orgueil national, elles forcèrent néanmoins la main des gouvernements qui, partout dans le monde, acceptèrent progressivement d'adopter des mesures de plus en plus radicales contre l'esclavage.

Huitième constat : cette amélioration qualitative de l'économie ne s'est pas toujours faite en douceur. Ainsi, des militants abolitionnistes ont payé de leur vie le courage de leurs opinions. Dans les colonies, l'oppression quotidienne a également conduit à des révoltes sanglantes, les esclaves en colère blessant ou tuant leurs bourreaux avant de subir les foudres d'une répression féroce de la part des autorités. Bien que récupérées par le lobby colonial qui soulignait le danger de vouloir rendre libre des « bêtes dangereuses », ces révoltes d'esclaves contribuèrent sur le long terme à convaincre les métropoles occidentales de la nécessité d'entreprendre des réformes face à un système hiérarchique manifestement inique. De fait, face à une résistance acharnée des esclavagistes désireux de maintenir la tyrannie économique, **l'avancée démocratique pour abolir l'esclavage passa parfois par un brutal rapport de forces et de sanglantes batailles**. L'exemple le plus célèbre reste la guerre de Sécession américaine qui vit s'opposer, entre 1861 et 1865, les états du Sud (favorables au maintien de l'esclavage) aux états du Nord (partisans de l'abolition) provoquant plus de 600.000 morts et 400.000 blessés.

Neuvième constat : pour s'imposer, l'abolition de l'esclavage s'est appuyée sur des **lois contraignantes, assorties de contrôles et de poursuites judiciaires pour les contrevenants**. Ainsi, le Royaume-Uni a interdit le commerce des esclaves en 1807, mais la mesure ne fut suivie d'effets concrets qu'à partir du moment où l'empire britannique adopta, en 1811, une autre loi faisant du commerce négrier un crime passible de la peine de déportation. En 1818, l'Angleterre signa avec les Pays-Bas un traité de coopération internationale contre l'esclavage qui mit en place des tribunaux mixtes (anglo-néerlandais) chargés de statuer sur le sort des navires et équipages négriers arraisonnés lors de contrôles maritimes. Fort de sa puissance navale et mécontent de la piètre action du Portugal contre ses trafiquants négriers, l'empire britannique s'octroie en 1839 le droit d'intercepter tout navire portugais suspecté de trafic d'esclaves ; c'est pourquoi, trois ans plus tard, le Portugal se résout à effectuer lui-même cette chasse aux négriers portugais, saisissant ou détruisant alors plus de 120 bateaux faisant commerce d'esclaves. Qu'elles soient nationales ou internationales, les lois visant l'interdiction de la traite négrière ou l'abolition de l'esclavage n'ont eu de résultats concrets qu'à partir du moment où elles ont été rendues contraignantes, c'est-à-dire assorties de contrôles (fouilles de navires) et punies de lourdes sanctions judiciaires. Par ailleurs, l'esclavage se déroulant souvent à l'intérieur de maisons et plantations privées, l'état a dû s'immiscer dans ces espaces de vie et de production pour, le couperet de la justice en guise de menace, faire cesser la domination du maître sur ses esclaves.

Dixième et dernier constat : finalement, le mouvement abolitionniste gagna sa bataille sur deux points essentiels. D'une part, aux XIX^{ème} et XX^{ème} siècles, les lois de tous les pays changèrent pour interdire (au moins officiellement¹²) la pratique de l'esclavage ; d'autre part, **nos mentalités et valeurs fondamentales évoluèrent** pour juger cette pratique - qui fut courante durant des millénaires - révoltante et inhumaine, barbare et criminelle. Par effet de contamination culturelle, l'interdiction du commerce négrier (dans un premier temps) et l'abolition de l'esclavage (dans un second temps) devinrent peu à peu la nouvelle

¹² Dans les faits, cette interdiction légale est loin d'être totalement respectée. Au-delà du cas de ventes d'esclaves en Lybie (à l'automne 2017) qui a révolté l'opinion publique, l'esclavage continue d'exister sous diverses formes allant de l'endettement forcé (en Amérique du Sud) à la confiscation de passeports (en Europe) pour rendre des personnes vulnérables, et pouvoir les contraindre à faire des choses qu'elles ne veulent pas (comme du travail non payé ou de la prostitution) sans qu'elles aient réellement des moyens pour s'y opposer.

marque de fabrique des civilisations, et une conviction intime partagée par des milliards de personnes sur la Planète.

Résumons à présent ces faits essentiels : c'est **au nom de valeurs fondamentales qualitatives** (l'égalité du genre humain) que des groupes sociaux, très minoritaires à l'origine, se sont élevés face à des pratiques que tout le monde jugeait alors normales et civilisées. Pour se développer, le mouvement abolitionniste a dû s'appuyer sur des **libertés politiques lui permettant de critiquer et d'agir** face à ce qui était alors une politique d'état, enrichissant de puissants réseaux marchands et faisant le bonheur des consommateurs de produits exotiques. Le premier pas du combat abolitionniste fut de rendre public un débat alors inexistant (l'esclavage est-il normal ?) grâce à l'**utilisation d'arguments et d'outils culturels pour convaincre l'opinion publique anglaise de faire pression sur le monde politique**. Lorsque l'état anglais fut converti à l'interdiction du commerce négrier et à l'abolition de l'esclavage, **cette puissante structure politique décupla la puissance du mouvement abolitionniste** qui se mit à engranger de nombreuses victoires internationales. Loin d'être exclusivement pacifique, **la lutte pour abolir l'esclavage passa également par des épisodes violents et des guerres sanglantes** qui furent parfois le seul moyen d'en finir avec la tyrannie du lobby esclavagiste. Pour s'imposer, l'abolition de l'esclavage passa dans un premier temps par l'**adoption de lois contraignantes, impliquant des contrôles de l'état et de lourdes sanctions judiciaires pour les contrevenants**. Ce n'est qu'ensuite, avec le temps, que l'idée révolutionnaire d'abolir l'esclavage au nom de l'égalité humaine est **progressivement entrée dans les mœurs** pour nous apparaître comme normale, humaine, logique. En un mot : naturelle.

Loin d'être terminée, cette évolution culturelle est toujours à l'œuvre de nos jours. Pour prendre le cas des états-Unis, c'est au terme d'un long mouvement social - emmené par des Martin Luther King et autres Malcom X - que les Noirs obtiendront, dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle, la mise à mort des nombreuses discriminations légales qui ont continué à marquer une inégalité des droits et des devoirs entre populations noires et blanches dans certains états américains. Néanmoins, les discriminations subsistent encore *dans la tête* de nombreux Américains et d'institutions publiques, comme en témoigne l'actualité lorsque l'appareil judiciaire américain ferme les yeux sur la mise à mort de personnes à la peau noire (non armées et non violentes) par des policiers blancs.

Cela nous permet de conclure cette analyse de l'esclavage sur un constat important : trop souvent présentée comme une affaire de chiffres ou de logiques quantitatives, l'économie repose avant tout sur des logiques culturelles. Quelles sont les valeurs fondamentales qui guident nos sociétés ? Sommes-nous convaincus d'être tous égaux ? Estimons-nous au contraire que certains sont supérieurs à d'autres ? Que revendiquons-nous comme libertés ? Qu'acceptons-nous comme oppressions ? Comment désirons-nous vivre et produire ensemble ? Tels sont les grands axes fondamentaux autour desquels gravite l'économie. Laquelle peut prendre des visages très différents - plus ou moins tyranniques ou plus ou moins démocratiques - selon les choix effectués. Et pour s'en rendre compte, tournons-nous vers un second enjeu crucial dans nos sociétés : la répartition des richesses entre les salariés (personnes ayant besoin d'un travail pour gagner leur vie) et les capitalistes (personnes disposant d'un capital suffisamment important pour vivre de leurs investissements).

La Misère ouvrière au XIX^{ème} siècle : une autre tyrannie économique...

A la pointe du combat pour l'abolition internationale de l'esclavage, l'Angleterre fut également le premier pays à connaître une industrialisation précoce de son économie. Dès la fin du XVIII^{ème} siècle, les premières manufactures voient le jour en Angleterre, avant d'essaimer dans d'autres pays (Allemagne, Belgique, États-Unis, France...). Le XIX^{ème} siècle est le théâtre d'une brutale accélération de la production quantitative des richesses économiques. Le terme *brutal* s'appliquant aussi bien à l'ampleur exceptionnelle du phénomène qu'au sort réservé à la population ouvrière. En effet, si l'esclavage colonial a de quoi soulever le cœur, le sort réservé aux travailleurs libres des métropoles est à peine plus enviable.

Comme pour l'esclavage, la faute en incombe aux valeurs fondamentales dominantes de l'époque. Dans un monde plus que jamais colonial, mais aussi machiste et bourgeois, les élites en place envisagent essentiellement l'histoire humaine sous forme d'un emboîtement hiérarchique entre différents groupes sociaux où l'Occident domine l'étranger, l'Homme domine la Femme, le Riche domine le Pauvre... Et si les révolutions bourgeoises, au nom de la liberté, mettent souvent fin au travail forcé (servage) des paysans¹³, elles suppriment également certains moyens d'existence sur lesquels ces paysans pouvaient compter !

Émerveillés par le progrès matériel et technique des manufactures, les élites politiques en place cherchent coûte que coûte à développer de nouvelles formes d'activités industrielles dans leur pays - si possible à un rythme plus soutenu que les nations voisines. Pour y parvenir, les dirigeants européens *aggravèrent* la situation des classes populaires en les privant de « droits sociaux » existant à l'époque médiévale. Aux XVI^{ème} et XVII^{ème} siècles, l'Angleterre entreprit ainsi un vaste mouvement d'enclosures qui supprima le droit d'accès aux terres communales (où chacun avait le droit de prélever des ressources pour nourrir sa famille ou ses animaux). Ces terres communales furent clôturées et transformées en pâturages privés, où de riches éleveurs firent paître des moutons... et leur laine si précieuse pour l'industrie textile en pleine expansion. Des réformes législatives visèrent également à criminaliser la pauvreté : en 1834, le gouvernement anglais décréta l'enfermement des pauvres (adultes comme enfants) dans des *workhouses* : il s'agissait de maisons de travail forcé aux horaires dantesques (jusqu'à 18 heures de travail par jour) se combinant avec un arsenal disciplinaire draconien (châtiments corporels, mise au cachot, privation de nourriture...). En France, les corporations qui réglementaient le travail¹⁴ furent abolies en 1791 (décret d'Allarde), notamment parce qu'elles opposaient une résistance aux innovations économiques. Dans la foulée, l'Assemblée Constituante rendit illégale la création de

¹³ L'époque médiévale fut un immense patchwork sur le plan juridique (avec des coutumes, des règles et des lois qui changeaient d'une localité à l'autre). La situation des paysans a été très variable, mais le servage (obligation de travailler pour un noble sans pour autant être son esclave du point de vue juridique) fut une forme d'exploitation très répandue, notamment sous l'influence de l'église catholique qui avait fait supprimer l'esclavage en usage dans l'empire romain.

¹⁴ Il s'agissait de corps de métiers réglementant les professions. Tout en défendant un modèle de société profondément inégalitaire et hiérarchique (conforme aux valeurs de l'époque médiévale), les corporations étaient également source de stabilité et de protection pour les travailleurs, dont les droits et obligations étaient définis de façon très précise.

syndicats, l'existence de mutuelles ainsi que la tenue de grèves ou de manifestations (loi Le Chapelier de juin 1791). Si ces décisions visaient en partie à mettre un terme aux privilèges médiévaux liés à la naissance, elles laissèrent les couches les plus pauvres de la population sans aucun moyen légal de contester l'inhumanité d'un rapport de forces, extrêmement brutal, entre patrons et travailleurs.

À de rares exceptions près, l'autorité patronale de l'époque était extrêmement féroce. Pour créer des richesses, les entreprises collectent différents types de ressources (matières premières, machines, travail humain...) dont la coordination est assurée par un pouvoir central. Faute d'être bridés par des lois contraignantes ou des valeurs culturelles égalitaires, la plupart des pouvoirs centraux privés ont fait régner la terreur dans leurs fiefs, tels qu'ateliers de production et autres usines au XIX^{ème} siècle.

Rappelons simplement quelques faits. Aucune loi ne limitant la durée du travail, les horaires étaient dantesques : jusqu'à 15 à 16 heures de travail par jour, six à sept jours par semaine, sans congés ni vacances. Aucune législation ne protégeant la santé des ouvriers, ceux-ci étaient exposés sans protection à des produits toxiques (ou des vapeurs de produits) tels que soufre, acide sulfurique, charbon, arsenic, plomb, mercure... Dans beaucoup d'industries, les abus d'autorité étaient légions : certains contremaîtres ou dirigeants abusaient de leur pouvoir pour harceler sexuellement (voire violer) les travailleuses¹⁵. S'en plaindre par voie légale ne servait pas à grand-chose : d'un point de vue juridique, la parole d'un dirigeant d'entreprise était considérée comme supérieure et plus fiable que celle d'un travailleur ou d'une travailleuse.

Pour accumuler de fabuleuses richesses, les pouvoirs centraux privés versaient par ailleurs des salaires ridicules, condamnant ouvrières et ouvriers à survivre dans des conditions lamentables. À titre d'exemple, citons le recensement d'un rapport médical datant de 1865 dans trois quartiers populaires d'Angleterre : 1450 habitants (répartis dans 223 maisons) devaient se partager 435 lits et 36 latrines, soit un lit pour trois habitants et un lieu d'aisance pour 40 personnes¹⁶... évidemment, une telle promiscuité favorisait l'émergence de maladies qui proliféraient d'autant plus facilement que les travailleurs manquaient de nourriture, de vêtements adéquats et de chauffage pour se protéger du froid. Ajoutons que le travail des enfants était légal : dès l'âge de six ans, ceux-ci étaient recrutés pour tirer de lourds wagonnets de charbon, travailler dans les boyaux les plus étroits des mines ou encore ramasser les déchets de laine sous les tissages mécaniques. Cerise amère sur ce gâteau pourri : si une machine en marche avalait ou écrasait un travailleur - lui arrachant au passage des doigts, une main ou un bras - aucune loi ne prévoyait d'indemnités pour l'ouvrière ou l'ouvrier blessé. Son licenciement pouvait avoir lieu séance tenante. Handicapé à vie par la morsure d'une machine, le blessé était alors condamné à vivre aux crochets de sa famille qui - comble de l'injustice - pouvait s'estimer heureuse si le pouvoir central de l'entreprise ne lui réclamait pas (au titre de proches parents) des indemnités pour *négligence d'un travailleur* ayant entraîné un accident suivi d'un arrêt de la production !

Tous ces maux n'étaient ni une fatalité, ni le résultat d'une société manquant de richesses : ils résultaient simplement d'une vision hiérarchique de l'humanité, où des pouvoirs centraux (publics et privés) jugeaient normal de bâtir le progrès matériel (du pays et des entreprises) en marchant sur la tête des masses laborieuses. Ainsi, tout comme nous l'avons fait pour l'esclavage, nous pouvons dresser un tableau de l'origine et des symptômes de la tyrannie économique frappant le monde ouvrier au XIX^{ème} siècle...

¹⁵ Il n'était pas rare que contremaîtres et/ou patrons d'usine abusent de leur pouvoir (droit d'embaucher et de licencier, attribution des postes de travail, amendes et retenues sur salaires) pour pousser les ouvrières à coucher avec eux.

¹⁶ Les lits étaient donc occupés en permanence : quand quelqu'un se levait pour aller au travail, celui qui en revenait occupait le lit laissé libre. Cité in Karl Marx, « Le Capital », Livre I.

La tyrannie économique appliquée au monde ouvrier : symptômes et origine	
Définition	<p>La tyrannie économique frappant les ouvriers au XIX^{ème} siècle est un droit de contrainte abusif, exercé par l'autorité centrale des entreprises (sans contre-pouvoirs culturels ou politiques pour la brider) lors de la fabrication, du transport ou de la mise en vente de richesses économiques.</p>
Origine	<p>La tyrannie économique anti-ouvrière trouve son origine dans les valeurs fondamentales inégalitaires et méprisantes qu'une grande partie des élites économiques et politiques ressentent à l'égard des travailleurs.</p>
	<p>Ces valeurs inégalitaires sont imposées à travers des rapports de force qui puisent leurs sources dans des structures de pouvoir publiques (qui brident les possibilités d'organisation collective des travailleurs) et privées (les entreprises et manufactures où s'exerce concrètement la tyrannie économique).</p> <p>La maîtrise de certains outils techniques (comme les tissages mécaniques actionnés par des machines à vapeur) donne au monde patronal l'opportunité de supprimer certains postes de travail tout en imposant des rythmes de production très élevés.</p>
	<p>La loi sanctionne cet ordre social injuste.</p>
Symptômes	<p>1^{er} symptôme → l'inégalité juridique (déséquilibre entre droits et devoirs) est de mise pour les femmes et les travailleurs qui ont énormément d'obligations à respecter, et très peu de lois pour les protéger.</p>
	<p>2^{ème} symptôme → dans certains états, toute forme de propriété collective est interdite aux travailleurs. Partout où se répand l'industrie moderne, le niveau des salaires est ridicule.</p>
	<p>3^{ème} symptôme → de nombreux travailleurs sont privés du droit à l'intégrité physique, à la sécurité et à la santé : du harcèlement moral et sexuel sévit dans de nombreuses entreprises, tandis que l'exposition à des produits toxiques ou la mise en danger physique est une réalité sur de nombreux postes de travail.</p>
	<p>4^{ème} symptôme → les travailleurs n'ont pas le choix du contenu de leur travail (lequel est souvent déshumanisé par l'arrivée des machines) qu'ils doivent exercer sur des durées de temps incroyablement longues (15 à 16 heures de travail par jour, six à sept jours par semaine, sans congés ni vacances).</p>
	<p>5^{ème} symptôme → l'autorité tyrannique s'exerce à travers des rapports humains unilatéraux : dans la plupart des industries, les travailleurs n'ont pas droit à la parole.</p>

La Lutte ouvrière : une thérapie qualitative qui a donné vie à la démocratie économique

Quels que soient les symptômes sous lesquelles elle se manifeste, la tyrannie économique obéit toujours à la même logique : un pouvoir central privé accumule des richesses en imposant dans ses fiefs (lieux de production) des conditions de travail (salaires, horaires, mise en danger physique...) dignes de l'esclavage. Certes, le travailleur salarié n'est pas la propriété du détenteur des capitaux : il jouit d'une identité, d'un statut social, de liens familiaux. Mais le fait d'être libre n'a jamais prémuni de la faim, et celle-ci est un maître redoutable pour qui ne parvient pas à la satisfaire. Dans le grand débat sur l'abolitionnisme, un pasteur anglais du XIX^{ème} siècle trouvait d'ailleurs des vertus « éducatives » au travail libre conjugué à la misère la plus extrême : « L'astreinte légale au travail s'accompagne de trop de peine, de violence et de bruit, tandis que la faim non seulement exerce une pression paisible, silencieuse et incessante, mais s'avère la motivation la plus naturelle de l'industrie et du travail, celle qui mobilise les efforts les plus puissants »¹⁷.

À l'époque, le dédain des élites à l'encontre du monde ouvrier ne connaissait aucune limite : beaucoup de dirigeants considéraient les travailleurs comme une sous-humanité dangereuse qu'il fallait surveiller, contrôler et dresser en permanence. Bien entendu, la situation aurait pu rester longtemps en l'état. Dans un monde qui était tout à la fois machiste, raciste et cupide, rares étaient les capitaines d'industrie ouverts à l'idée de progrès sociaux et démocratiques (même s'il y en eut). Le courage ou la volonté politique d'aller en ce sens manquaient également. Conséquence logique : pour démocratiser la vie en société (c'est-à-dire mieux équilibrer les droits juridiques, humaniser les conditions de travail, répartir de façon plus équitable les richesses), les gens ont dû se battre et lutter. Durant plus d'un siècle, des générations successives d'artisans et de travailleurs ont dû défier la loi - tantôt de façon pacifique, tantôt de façon violente - pour résister aux injustices et se mobiliser contre l'oppression qui émanait autant du pouvoir central de l'état que du pouvoir central de l'entreprise.

Partant de rien, les mouvements ouvriers avaient pour eux l'énergie du désespoir. Bon nombre de luttes sociales ont commencé par des actes de résistance face à des situations locales intolérables : salaires trop bas pour survivre, licenciement d'un collègue « libre-penseur » à une époque où croire en Dieu faisait office de certificat de bonne vie et mœurs¹⁸, installation de machines menaçant l'emploi ou le travail artisanal, mise en danger physique de travailleurs, abus de pouvoir répétés d'un contremaître soutenu par sa direction...

Dans des pays comme la France ou la Belgique, se réunir pour revendiquer des droits était interdit par l'état qui n'hésitait pas à réprimer durement celles et ceux qui osaient défier la loi. À cette violence conjuguée de l'état et de l'industrie, répondit la violence ouvrière : bris de machines et sabotages, jets

¹⁷ Cité in Karl Marx, « Le Capital », Livre I.

¹⁸ On l'oublie souvent, mais les débuts de la Révolution industrielle ont baigné dans une culture encore largement chrétienne, héritée de l'époque médiévale. Les explications religieuses abondaient, notamment pour expliquer le sort (peu enviable) des pauvres ou justifier l'inutilité de mesures politiques en leur faveur (l'homme ne pouvant comprendre ou modifier les desseins de Dieu).

de caillasse sur les policiers, tabassage de jaunes briseurs de grèves¹⁹ et mise à sac de biens matériels symbolisant le pouvoir de l'état ou le train de vie doré des couches supérieures de la société. Parfois, la colère des foules se déchaînait sur la maison d'un patron (désertée par ses occupants) pour en brûler le mobilier ou l'édifice entier, tout en empêchant les pompiers d'intervenir. À relire la chronique des luttes sociales passées, contée notamment par Anne Steiner²⁰, on ne peut qu'être frappé par la poudrière sur laquelle a poussé la révolution industrielle : rage et désespoir étaient si grands qu'un rien enflammait les esprits et déclenchait des émeutes.

Cependant, la violence n'était pas le moteur principal de la résistance ouvrière. Son énergie principale venait d'un élan collectif. C'est parce qu'ils agissaient ensemble, solidaires et soudés, que les travailleurs ont pu défier la hiérarchie patronale et la puissance étatique qui leur barrait le chemin. Certes, il arrivait que des meneurs de grève soient virés de leur travail, mis à l'amende ou jetés en prison ; de même, les charges de la police ou de la cavalerie faisaient parfois des blessés et des morts dans les rangs ouvriers. Mais poussés par des conditions de vie abominables, les travailleurs n'abandonnaient pas : telle une nuée rebelle dont rien ne vient à bout, ils étaient bientôt des centaines ou des milliers à reprendre le flambeau de la contestation. *Ensemble*, ils exigeaient que les dés de l'histoire ne soient plus pipés à leur désavantage.

Bien sûr, comme tout mouvement social, le monde ouvrier était divisé par des rivalités internes et traversait parfois des moments de désespoir, où le souffle des grandes mobilisations retombait. Néanmoins, il se soudait (davantage qu'il ne se désagrègeait) grâce à un ciment social agissant à deux niveaux :

- au niveau local, les travailleurs partageaient la même misère et le même sentiment d'injustice, ce qui facilitait l'adoption de revendications communes (augmentation des salaires, libération d'un camarade emprisonné, licenciement d'un contremaître crapuleux...)
- à un niveau plus large (régional ou national), la solidarité reposait sur de grands idéaux politiques tels que l'anarchisme, le christianisme engagé, le communisme, le socialisme... Tout comme les abolitionnistes luttant contre l'esclavage, chacun de ces mouvements possédait ses outils culturels - notamment des journaux, des revues, des livres - grâce auxquels des informations et des slogans unitaires circulaient. Ces idéaux offraient aux militants locaux une perspective plus large, un horizon oscillant entre de grands lendemains révolutionnaires (abolition de l'état, mise en place d'une autogestion collective des moyens de production) et des réformes plus ou moins radicales du cadre étatique (modification des lois pour accorder le suffrage universel, droit de mettre en place des mutuelles et des syndicats, reconnaissance du droit de grève et de manifestation).

Un imaginaire commun soudait donc les travailleurs qui voulaient bouleverser les valeurs fondamentales servant de socle à la société. De leur vivant, certains travailleurs ont pu lutter sans voir le monde changer. Mais à force d'y croire, en menant des combats sur plusieurs générations, les mouvements ouvriers réussirent l'impensable : peu à peu, les dés de l'histoire roulèrent en faveur des exploités (voir aussi « *Les atouts du monde ouvrier* » en fin de chapitre).

¹⁹ Nom donné aux travailleurs qui acceptaient de remplacer des travailleurs grévistes pour assurer la continuité de la production. Pour leur éviter d'être roués de coups par les grévistes, ces travailleurs étaient parfois escortés par la police jusqu'au lieu de travail.

²⁰ Maître de conférences en sociologie à l'université de Paris Ouest-Nanterre, Anne Steiner a écrit plusieurs ouvrages sur les luttes sociales et leur contexte politique, notamment *Le temps des révoltes* (une histoire en cartes postales des luttes sociales à la "belle époque"), éditions L'échappée, Paris, 2015.

Le basculement ne fut pas net - du genre : *un jour la tyrannie, le lendemain la démocratie...* Tout comme pour l'abolition de l'esclavage, on assista à un long bras de fer entre partisans du changement et défenseurs de l'ordre établi. C'est donc morceau par morceau, conquête par conquête, que la pression ouvrière arracha les réticences des élites à céder du terrain. Néanmoins, un pas après l'autre, sous la pression populaire, les premières nations industrialisées entamèrent un traitement de DÉMOCRATIE ÉCONOMIQUE : reconnaissance des mutuelles et des syndicats, interdiction du travail des enfants, diminution du temps de travail, octroi de congés payés, augmentation des salaires, mesures de protection de la santé des travailleurs...

D'un pays à l'autre, le traitement de DÉMOCRATIE ÉCONOMIQUE n'a pas conduit à des résultats strictement identiques (ce qui est logique pour un processus démocratique) car c'est à coups d'essais et d'erreurs, de rapports de force et de négociations, et selon un rythme et des spécificités locales que chaque pays a suivi son propre traitement de DÉMOCRATIE ÉCONOMIQUE. On peut faire la comparaison avec une séance de psychothérapie : les patients viennent tous y parler de leur existence en espérant un jour aller mieux, mais chacun raconte une histoire qui lui est propre et avance à son propre rythme.

Malgré tout, on peut isoler quelques grandes tendances dans le passage graduel de la tyrannie économique vers la démocratie économique :

- **les inégalités juridiques (droits et devoirs de chacun) se sont réduites pour tendre vers plus d'égalité** : en France, c'est à la fin du XIX^{ème} siècle que les interdictions de créer des syndicats ou des caisses de mutuelle sont levées. En Belgique, il faut attendre la fin de la première guerre mondiale pour voir le suffrage universel masculin être établi. Le machisme électoral fut plus long à combattre : les femmes n'ont obtenu le droit de vote et d'éligibilité politique qu'en 1928 au Royaume-Uni, 1944 en France, 1948 en Belgique...
- **la régulation du travail** : des lois sont adoptées pour réguler les salaires, le temps de travail, les relations entre employeurs et travailleurs, etc. Certaines de ces lois ont une envergure nationale et interprofessionnelle, d'autres s'appliquent uniquement à certains secteurs d'activités (la chimie, les banques, la grande distribution, l'enseignement, etc.) ;
- **la diminution collective du temps de travail et l'augmentation des salaires** : partant d'une situation doublement injuste (des salaires trop bas combinés à de trop longues journées de travail), la démocratie économique a mis fin à ce vol organisé en diminuant collectivement le temps de travail (journée de huit heures, vacances annuelles..) et en augmentant progressivement les salaires ;
- **le financement obligatoire de filets de protection sociale** : pour éviter aux plus pauvres de tomber dans un puits sans fond, des mécanismes de solidarité sont financés par la collectivité (citoyens et entreprises). Ces filets de protection sociale interviennent dans des cas bien précis : gens victimes d'un coup du sort (accident de travail, chômage, handicap, hospitalisation...), aides aux parents pour élever leurs enfants (allocations familiales), travailleurs âgés quittant la vie professionnelle (pensions) ;
- **des services publics** : de l'éducation aux transports (trains, trams, bus), des activités bancaires aux outils de communication (poste, téléphone), des services jugés d'intérêt général sont

financés par l'état et gérés par des sociétés publiques (souvent en monopole, parfois en coexistant avec des sociétés privées) ;

- **une fiscalité progressive** : pour financer toutes ces mesures à caractère social, une fiscalité progressive est mise en place. Son principe est simple : *plus un individu gagne de l'argent, plus gros sera le pourcentage de ses revenus mis à la disposition de la collectivité*. L'enrichissement individuel n'est pas interdit (un PDG gagnera toujours plus d'argent après impôts qu'un simple salarié), mais il est ralenti pour financer des politiques d'intérêt général : lutte contre la pauvreté, mesures politiques en faveur de populations discriminées, investissements publics dans de grands travaux d'infrastructures... Comme les riches donnent une proportion plus grande de leurs revenus aux finances publiques venant en aide aux plus pauvres, la dualisation sociale (écarts riches-pauvres) s'en trouve freinée ;
- **la concertation sociale** : pour améliorer la qualité des relations sociales entre des groupes sociaux aux intérêts divergents (comme les employeurs et les travailleurs), un système de discussions et de négociations est mis en place entre des employeurs et des travailleurs (ou leurs représentants respectifs). Idéalement, ce système doit fonctionner de façon paritaire²¹ : en Belgique, ce système est institutionnalisé depuis l'échelon de l'entreprise²² jusqu'aux rouages de l'état, où représentants des employeurs et des travailleurs discutent et négocient de nombreuses questions sociales et économiques pouvant déboucher sur des décisions légales contraignantes.

Enfin, il faut souligner un dernier point (sans doute le plus important d'entre tous) : toutes ces nouvelles mesures ne sont pas optionnelles ou facultatives mais imposées par un pouvoir public. L'état-nation adopte des **lois contraignantes** assorties de **contrôles** - via l'engagement d'inspecteurs sociaux dans la fonction publique - et de **sanctions très lourdes** (telles que des amendes, voire une cessation des activités) **pour les entreprises** qui sortiraient des clous de la démocratie économique.

²¹ Paritaire signifie que les représentants des employeurs et ceux des travailleurs se retrouvent en nombre égal autour d'une table pour discuter.

²² À partir de 50 travailleurs, les entreprises doivent organiser des élections sociales pour permettre à leurs travailleurs d'élire leurs représentants au Comité pour la Prévention et la Protection au Travail (CPPT) où employeurs et travailleurs discutent et négocient à propos du bien-être et de la sécurité au travail. Dès qu'une entreprise compte 100 travailleurs, ceux-ci peuvent élire leurs représentants au Conseil d'entreprise où employeurs et travailleurs discutent et négocient à propos des grands choix stratégiques de l'entreprise (santé économique de l'entreprise, types de recrutements, perspectives d'avenir, etc.).

Les atouts du mouvement ouvrier

Partant de rien, sur quoi les ouvriers pouvaient-ils s'appuyer pour résister, se défendre, revendiquer des progrès et bousculer l'ordre établi ?

DES IDÉOLOGIES PUISSANTES : quel que soit leur idéal (anarchisme, christianisme engagé, communisme, socialisme), les mouvements sociaux possédaient des points de repères, des journaux militants et une grille de lecture de l'histoire qui donnaient du sens à leurs actions.

DES MOUVEMENTS DE SOLIDARITÉ ET DES MOBILISATIONS MASSIVES : qu'on parle d'actions pacifiques ou violentes, la vraie force des mouvements ouvriers résidait dans leur collectif. Lorsque des grèves s'éternisaient, des soupes populaires étaient organisées pour soutenir les ouvriers grévistes dont les enfants étaient accueillis par les habitants de villages voisins. Quand des travailleurs étaient emprisonnés, des foules se rassemblaient pour exiger leur libération... C'est par la force du nombre et la solidarité que les travailleurs purent défier l'état et les capitaines d'industrie pour faire évoluer les lois.

DES LIEUX DE RENCONTRE, DE PARTAGE ET DE MOBILISATION : à partir des années 1870, dans diverses villes de France et Belgique, des maisons du peuple et autres bourses du travail ont commencé à voir le jour. Ces lieux offraient toutes sortes de services aux ouvriers : biens de première nécessité (pain, lait), caisses d'entraide (mutuelles), informations et connaissances (bibliothèques, éducation populaire), activités culturelles (cinéma, théâtre...) qui soudaient les liens et créaient de la solidarité.

DES VICTOIRES GRADUELLES : chaque victoire remportée prouvait que le monde pouvait changer, renforçant ainsi la ferveur des prochaines mobilisations. À l'inverse, les actions de luttes se soldant par des échecs conduisaient souvent (pour quelques années) à de fortes démobilisations. L'une des toutes premières victoires historiques du mouvement ouvrier fut la reconnaissance légale des mutuelles, des syndicats et des actions collectives pacifiques visant à améliorer la condition des travailleurs.

L'EXISTENCE DE L'URSS : créée en 1922, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) était une immense dictature où l'essentiel des décisions - culturelles, économiques, politiques, militaires - appartenaient à l'appareil d'état (et, en son sein, aux membres influents du parti communiste, de l'armée et du KGB). Néanmoins, paradoxe de l'histoire, son existence joua en faveur de la démocratie économique dans les pays occidentaux pour plusieurs raisons : (1) le mythe d'un communisme réel a galvanisé, durant plusieurs décennies, l'ampleur des mobilisations ouvrières ; (2) la prise de pouvoir des communistes en Russie a poussé les élites occidentales à prendre au sérieux les revendications ouvrières, de peur de connaître le sort funeste du tsar Nicolas II (mis à mort par les révolutionnaires russes en 1918) ; (3) lors de la guerre froide, l'existence de l'URSS a poussé les élites occidentales à humaniser le capitalisme pour prouver qu'il était moralement supérieur au communisme, tant pour les libertés individuelles que pour la condition ouvrière.

LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE : après quatre années de violence meurtrière, les pays vainqueurs mirent en place l'Organisation Internationale du Travail (OIT), chargée de développer les premières formes de justice sociale - vue comme un facteur de paix - à travers le monde entier.

LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE : elle contribua à renforcer l'estime populaire pour les communistes (résistants héroïques au nazisme) et jeta le discrédit sur une partie du monde patronal qui avait collaboré avec les nazis durant la guerre.

■ Les vertus quantitatives de la démocratie économique

La démocratie économique est donc un processus complexe et multidimensionnel : elle fait évoluer les lois pour tendre vers un meilleur équilibre des droits et devoirs de chacun ; elle impose une certaine redistribution des richesses (où les possibilités individuelles de s'enrichir continuent néanmoins d'exister) ; elle met en place des services publics et des mécanismes de solidarité qui obéissent au principe « à chacun selon ses besoins »²³ ; enfin, elle reconnaît l'existence de conflits (faire grève n'est plus illégal) mais cherche à faire primer la discussion et le dialogue entre les personnes/organisations concernées (comme des travailleurs et leur employeur au sein d'une usine, ou bien des syndicats et des fédérations patronales à l'échelle nationale).

Chemin faisant - c'est-à-dire s'éloignant de la tyrannie économique pour s'approcher de la démocratie économique -, le visage de nos sociétés a changé : par exemple, l'interdiction du travail des enfants a laissé place à l'école ; pour garantir un droit d'accès à tous les enfants, l'école a été financée avec de l'argent public ; pour y parvenir, des réformes fiscales ont été mises en place en exigeant des individus les plus fortunés qu'ils contribuent d'une façon plus importante (en versant une proportion plus grande de leurs revenus aux impôts).

Autant de mesures arrachées de force, car jugées apocalyptiques par les partisans de l'ordre établi. Ainsi, au XIX^{ème} siècle, quand le monde politique (mis sous pression) commença à débattre de la limitation du temps de travail à dix heures par jour, les partisans de la tyrannie économique s'offusquèrent : en voulant améliorer le sort des pauvres, on allait augmenter les charges salariales des entreprises à un niveau démentiel provoquant des faillites en cascades qui transformeraient les nations les plus prospères en déserts économiques... Au final, tout le monde serait perdant : les nations, les patrons, mais aussi les travailleurs !

Notons-le : ce genre d'arguments ressemble trait pour trait à ceux employés par le lobby colonialiste pour discréditer le mouvement abolitionniste. Par ailleurs, le cataclysme annoncé si on démocratisait l'économie n'eut pas lieu pour trois raisons complémentaires.

Premièrement, la loi s'imposant à toutes les entreprises situées sur un territoire, tous les investisseurs étaient tenus de respecter les mêmes obligations légales. Aucun industriel ne pouvait donc produire moins cher que ses concurrents présents dans le même pays en recourant à des normes de tyrannie économique, car cela était interdit par la loi nationale. Quant à la délocalisation sur un territoire étranger (pour bénéficier de normes plus laxistes sur le plan social ou fiscal), elle n'était pas rentable pour une raison fort simple : les démocraties économiques se protégeaient d'une concurrence extérieure trop vive à l'aide de multiples barrières aux échanges, parmi lesquelles des taxes douanières particulièrement élevées.

Deuxièmement, les premières augmentations de salaires couplées à une réduction collective du temps de travail ne cherchaient, dans un premier temps, qu'à corriger une situation profondément injuste où l'enrichissement des uns (élites économiques) se nourrissait continuellement de la misère des autres (travailleurs astreints à des journées de travail interminables pour un salaire misérable). Ensuite, la concertation sociale s'est chargée de partager les gains de productivité : en installant de nouvelles

²³ Exemples : les allocations familiales sont destinées à aider celles et ceux qui ont des enfants, les remboursements de soins de santé interviennent quand on va à la pharmacie, chez le médecin ou à l'hôpital, la pension est réservée à ceux qui ont atteint un certain âge et le chômage est versé à ceux qui n'ont pas de travail...

machines plus performantes dans les entreprises, on produit plus de marchandises avec moins d'heures de travail. En situation de tyrannie économique, ces gains de productivité auraient conduit d'une part à des licenciements massifs des travailleurs et d'autre part à une hausse des profits pour les investisseurs. En démocratie économique, la concertation sociale prit en compte les marges budgétaires des entreprises mais imposa des valeurs de partage des gains de productivité, qui furent répartis en profits (pour les investisseurs) et en réduction collective du temps de travail avec maintien des salaires (pour les travailleurs).

Troisièmement, la démocratie économique mit en place un nouveau modèle de société. Durant longtemps, l'homme a vécu essentiellement des fruits de la nature (la chasse et la cueillette, l'agriculture et l'élevage). La révolution industrielle a changé la donne en concentrant une partie importante des populations dans les villes, mais aussi en divisant le travail en une multitude de tâches. Par conséquent, avoir de l'argent est devenu de plus en plus nécessaire pour acquérir les biens matériels qu'on ne pouvait produire soi-même. Au XIX^{ème} siècle, travaillant beaucoup et gagnant peu, les ouvriers pouvaient difficilement s'offrir une grande quantité de biens sortant des usines (dont une partie importante de la production était destinée aux infrastructures publiques comme le chemin de fer). Mais la démocratie économique changea la donne : par millions, les travailleurs gagnèrent simultanément plus d'argent et davantage de temps libre. Qu'en firent-ils ? La plupart se découvrirent de nouvelles passions : cinéma, lecture, théâtre, hobbies, activités sportives, sorties au restaurant, acquisition d'une voiture ou d'une maison, rénovations, voyages... Dans bien des cas, ce fut-là autant d'occasions pour le monde marchand de lancer de nouvelles entreprises et fabriquer de nouveaux produits répondant (ou devançant !) aux multiples demandes d'une population solvable, bien déterminée à profiter d'une vie dont la durée s'allongeait. Ainsi, loin d'avoir provoqué l'hécatombe économique redoutée par ses détracteurs, la démocratisation de l'économie s'est soldée par une formidable croissance quantitative de l'économie, des emplois et des profits²⁴ !

L'amélioration qualitative des relations sociales pour fabriquer des produits a ainsi entraîné dans son sillage l'amélioration quantitative de l'économie...

²⁴ Notons que ce résultat était attendu par les partisans de la démocratie économique, comme en témoigne l'étude (réalisée lors d'une formation du CEPAG donnée par l'historien et militant syndical Julien Dohet) des textes fondateurs de la concertation sociale belge.

Pourquoi n'a-t-on pas élargi et renforcé la démocratie économique ?

Si la démocratie économique ainsi établie n'était pas parfaite, elle allait néanmoins dans le bon sens sur le plan des relations sociales et du partage des richesses. Nous aurions pu poursuivre sur ce chemin pour défricher de nouvelles pistes. L'une d'entre-elles aurait consisté à élargir la démocratie économique aux peuples étrangers. Nous avons pour cela un outil formidable : les États-nations, qui auraient pu mettre leur puissance au service de cette noble cause.

Le seul essai en ce sens eut lieu après la première guerre mondiale, lorsque l'Organisation Internationale du Travail (OIT) fut créée à Genève en 1919. La raison de sa création était simple : la première guerre mondiale venait de ravager la Terre, et certains pays riches commençaient à prendre conscience qu'aucune paix ne serait durable en laissant prospérer des tyrannies économiques. Pour favoriser l'émergence de la démocratie économique, l'OIT fut chargée d'adopter des conventions internationales visant à offrir un minimum de droits démocratiques et de protections sociales aux travailleurs du monde entier. Sur le papier, la réussite de l'OIT peut impressionner : cette vénérable institution compte aujourd'hui 187 états-membres, et a adopté pas moins de 189 conventions et 202 recommandations ! Malgré tout, s'il est question d'analyser le bilan de l'OIT à l'aune de l'extension de la démocratie économique sur la planète, on doit parler d'échec. En effet, il est encore de nombreux pays où la tyrannie économique règne en maître. Des pays où les enfants travaillent, où les salaires sont misérables, où les protections sociales sont inexistantes, où les travailleurs sont exposés sans protection à des produits dangereux... Des pays où être un militant syndical signifie aussi risquer sa vie, car certains employeurs n'hésitent pas à engager des milices armées pour éliminer celles et ceux qui essaient de structurer collectivement la lutte des travailleurs pour sortir de la tyrannie économique.

Si de telles choses sont possibles, y compris dans des pays membres de l'OIT, c'est tout simplement que l'Organisation Internationale du Travail a échoué dans sa mission principale : étendre la démocratie sur Terre. Et si l'OIT a échoué, c'est parce que l'essentiel a été oublié au moment de sa création : à l'inverse de ce qui s'est passé avec l'abolition de l'esclavage dans le monde ou le recul de la tyrannie économique dans les pays riches, personne n'a jugé utile de rendre les normes sociales de l'OIT contraignantes ! Ainsi, un pays qui adhère à l'OIT peut choisir de rejeter les conventions qu'il estime être trop « démocratiques » pour n'adopter que les conventions internationales qui lui conviennent. Même dans ce cas, si un état ne respecte pas les conventions de l'OIT qu'il a signées, aucune sanction « dure » n'est prévue : au pire, l'état concerné souffrira d'une mauvaise publicité via la publication d'un rapport négatif de l'OIT, mais il ne subira aucune sanction financière et ne sera en aucune manière exclu (même de façon temporaire) du commerce international. Faute d'avoir oublié cet élément essentiel - rendre légalement contraignantes les normes sociales internationales -, l'OIT en est réduite à faire un travail de sensibilisation culturelle reposant sur la seule bonne volonté des gouvernements. Encore faudrait-il que ces gouvernements en aient envie...

C'est rarement le cas en raison d'un cynisme géopolitique glaçant qui a maintenu au pouvoir, dans de nombreux pays, des gouvernements tyranniques. Rappelons qu'en 1919, à la création de l'OIT, de

nombreux peuples luttèrent encore pour leur indépendance. Dans les colonies, l'autorité est arbitraire, le racisme omniprésent et le contrôle social à l'encontre des populations locales très strict. Après la deuxième guerre mondiale est venue la grande vague des Indépendances... lesquelles ont trop souvent accouché de simulacres de démocraties ou de dictatures ayant pignon sur rue. La faute essentiellement à nos structures étatiques qui, loin de lutter pour étendre les libertés fondamentales sur Terre, ont fait du combat contre le communisme une priorité aveugle. Aveugle car l'anticommunisme a été poussé jusqu'à la tyrannie, en soutenant des régimes politiques ignobles comme l'Espagne de Franco, l'Afrique du Sud de l'Apartheid, le Zaïre du Général Mobutu ou encore les nombreuses dictatures d'Amérique Latine... Dans bien des cas, ces régimes sanguinaires furent mis en place avec le soutien actif de services secrets occidentaux, comme la CIA américaine²⁵, qui orchestrèrent les coups d'états renversant des présidents élus démocratiquement - comme Jacobo Árbenz Guzmán au Guatemala dans les années 1950 ou Salvador Allende dans le Chili des années 1970. Durant des décennies, des dictateurs éradiquèrent ainsi tout ferment de contestation sociale ou démocratique, recourant à la terreur d'état via des arrestations arbitraires, enlèvements, tortures, emprisonnements et meurtres en série d'opposants. Ce type de régime continue à exister de nos jours, même s'il est vrai que les élections démocratiques ont gagné en importance depuis la fin de la guerre froide, sans pour autant permettre à la démocratie économique de véritablement s'établir.

Cela s'explique en raison d'un autre choix politique déterminant sur le plan international : l'adoption d'accords de libre-échange de plus en plus nombreux, de plus en plus étendus et de plus en plus puissants²⁶. Pour faire le lien avec la démocratie économique, il faut se souvenir d'un fait crucial : tant que la démocratie économique n'est pas profondément ancrée dans nos mœurs (c'est-à-dire acceptée par tous avec le même entrain que nous rejetons unanimement l'esclavage), seules des normes sociales et fiscales contraignantes peuvent assurer une certaine forme de régulation du travail et de redistribution des richesses. Or, la *nature* du libre-échange consiste à *autoriser* les investisseurs à *choisir librement* les régions du monde dans lesquelles ils localisent leurs investissements (c'est-à-dire leurs lieux de production et les emplois qui les accompagnent) en *interdisant* aux états-nations de s'opposer à la libre-circulation des biens, services et capitaux privés. Autrement dit, le libre-échange rend *facultatives* les nombreuses législations de démocratie économique car les investisseurs sont autorisés à faire du *shopping législatif* entre les normes de démocratie économique (contraignantes pour les entreprises) et les normes de tyrannie économique (contraignantes pour les travailleurs) tout en faisant circuler leurs marchandises produites dans des régions du monde *low-cost* vers des pays à haut pouvoir d'achat. Pour aggraver les choses, le *shopping législatif* offert aux multinationales par les accords de libre-échange est un droit contraignant pour les états qui peuvent être trainés en justice - soit par d'autres états, soit par des multinationales mécontentes - s'ils ne respectent pas leurs engagements à laisser circuler sans contrainte les investissements privés (donc, à laisser faire les délocalisations), les marchandises et les services libéralisés. L'état visé par la plainte peut alors subir des sanctions

²⁵ Grâce à la déclassification de documents internes, il existe de nombreux livres sur la CIA comme Tim Weiner, « Des cendres en héritage. L'histoire de la CIA », publié en 2011 aux éditions Perrin (1ère édition en langue anglaise : 2007) ou Frank Daninos, « CIA. Une histoire politique de 1947 à nos jours », éditions Tallandier, 2011. Notons également l'excellent travail de Daniel Ganser sur « Les armées secrètes de l'OTAN. Réseaux Stay Behind, Gladio et Terrorisme en Europe de l'ouest », éditions Demi-Lune, 2007.

²⁶ Les accords de libre-échange sont de plus en plus étendus sur le plan géographique mais également en termes de secteurs d'activités, de produits et de services concernés. Leur montée en puissance tient au fait que le contenu des accords de libre-échange s'est beaucoup renforcé au fil du temps : au milieu du XXème siècle, les accords de libre-échange se contentaient de supprimer des droits de douane ; de nos jours, les accords de libre-échange modifient des législations nationales (pour les harmoniser) et vont parfois jusqu'à mettre en place des institutions politiques transnationales moins démocratiques que les états-nations (comme la Commission européenne qui dispose d'importants pouvoirs de régulation du marché unique européen).

commerciales ou des amendes se chiffrant en dizaines de millions d'euro, au terme d'une procédure judiciaire menée dans des tribunaux d'arbitrage privés et internationaux ne répondant pas aux normes minimales d'une justice démocratique.

Quel que soit l'aspect de la démocratie économique qu'on veuille évoquer (temps de travail, niveau des salaires, impôts à payer sur les bénéfiques, protection sociales, politiques de solidarité, etc.), toutes les législations nationales sont aujourd'hui mises en concurrence, à une échelle internationale, les unes contre les autres, par des multinationales qui ont beau jeu de choisir les législations qui leur conviennent le mieux. Cela mine évidemment la démocratie économique de multiples manières.

Les délocalisations d'entreprises sont une première lézarde de taille : pour maximiser leurs bénéfiques, les autorités centrales d'entreprises - à commencer par les conseils d'administration de multinationales et de holdings - déménagent des sites entiers de production industrielle ainsi que des services internes (comme la comptabilité) des zones de démocratie économique vers des zones de tyrannie économique. Une réalité dont l'actualité atteste régulièrement, même si les médias omettent systématiquement de faire le lien avec les politiques de libre-échange lorsque des fermetures d'entreprises rentables sont décidées dans le cadre d'une délocalisation d'activités²⁷.

Si les législations de démocratie économique dans un pays restent inchangées alors que le contexte juridique du libre-échange - pardon, du *shopping législatif* pour multinationales - se renforce, ce pays à forte régulation sociale risque de connaître un déclin progressif des investissements privés, le condamnant à une sorte d'ostracisme décidé par le monde des affaires international. Évidemment, un pays qui se désertifie sur le plan économique voit ses ressources financières s'assécher : il y a moins d'argent qui rentre dans les caisses publiques sous formes d'impôts ou de cotisations sociales, tandis que les dépenses à caractère social grimpent en flèche pour aider les personnes victimes de restructurations opportunistes. Un problème ne venant jamais seul, une concurrence déloyale s'installe aussi entre les investisseurs internationaux qui délocalisent pour abaisser leurs coûts de production et les producteurs locaux qui n'ont pas l'occasion de partir ailleurs (par exemple, un indépendant ou un dirigeant de PME travaillant dans le pays où il vit) : devant continuer à respecter les normes de démocratie économique, les producteurs locaux produisent à un prix plus élevé que leurs concurrents étrangers, ce qui les amène souvent à perdre des parts de marché parfois jusqu'à la faillite, aggravant ainsi la détérioration de l'économie nationale, la montée du chômage et le manque à gagner pour les finances publiques. Bien entendu, cela lézarde davantage la démocratie économique.

Le contexte est alors idéal pour installer une troisième brèche dans la démocratie économique : **au nom du sauvetage quantitatif de l'économie, de nombreux groupes sociaux** (fédérations patronales en tête) **exigent une détérioration qualitative de l'économie** en remettant en cause, l'une après l'autre, toutes les contraintes légales en matière de régulation du travail (temps de travail, rythmes de travail, normes de sécurité, qualité des contrats de travail, etc.) et de redistribution des richesses (niveau des salaires, impôts à payer sur les bénéfiques, cotisations à verser à la sécurité sociale, financement des politiques de solidarité et de services publics). Bien entendu, aucune de ces réformes n'est présentée dans l'objectif avoué de détériorer la *qualité de l'économie* ou d'*oppresser les travailleurs* mais toujours comme une nécessité pour maintenir à flots la *compétitivité* des entreprises. Dans les faits, les réformes politiques entreprises consistent bel et bien à détricoter les régulations de démocratie économique pour refluer,

²⁷ Parmi les heureuses exceptions à ce traitement journaliste partiel et partial de l'information, signalons le travail du journal français Fakir et de son rédacteur en chef François Ruffin (récemment élu à l'Assemblée nationale française). François Ruffin est notamment l'auteur du livre « Leur grande trouille. Journal intime de mes "pulsions protectionnistes" » paru en 2011 chez Les Liens qui Libèrent.

par petits pas, de façon graduelle, vers des formes de **tyrannie économique dont on voit refl fleurir les symptômes au cœur de nos sociétés.**

Ainsi, le discours politique dominant s'autorise de plus en plus à porter un regard méprisant sur certaines catégories sociales comme les migrants (cible privilégiée du Secrétaire d'état belge à l'asile et à la migration Théo Francken) ou les allocataires sociaux et les chômeurs (cible du président français Emmanuel Macron lorsque celui-ci fustige les *fainéants*). Dans la foulée, l'action des gouvernements réinstaure des inégalités juridiques entre riches et pauvres, entre puissants et petits, entre forts et faibles. Ainsi, les scandales médiatiques à répétition ont beau révéler une évasion fiscale massive et chronique qui prive les pouvoirs publics d'importants moyens financiers, la lutte contre la fraude fiscale et la criminalité en col blanc n'est clairement pas une priorité²⁸. à l'inverse, les mesures de lutte contre la « fraude sociale » se multiplient depuis des années sous diverses formes allant des visites domiciliaires chez les chômeurs à la multiplication des preuves à fournir sur la recherche quotidienne d'un travail. Dans le même temps, les critères d'accès aux allocations sociales sont durcis (en excluant par exemple les travailleuses à mi-temps du droit à une allocation financière complétant leur maigre salaire) tandis que des sanctions administratives (amendes et exclusions) pleuvent en cas d'incapacité à répondre aux multiples demandes administratives. De même, le financement public du secteur associatif et socioculturel se réduit, parfois assorti de critères réduisant les marges de manœuvre thématiques des associations sans but lucratif, tout en exigeant une foule de justificatifs dont la rédaction monopolise un temps précieux et beaucoup d'énergie au sein de petites équipes de travail. Des formes de justice à deux vitesses réapparaissent également, comme en Belgique avec l'adoption d'une réforme législative autorisant les personnes aisées, via un paiement financier négocié avec les autorités judiciaires, à échapper à un procès en bonne et due forme. Ainsi, pour les affaires judiciaires où cette procédure de transaction pénale est autorisée, seuls les pauvres termineront en prison et conserveront une trace de cet « accident de parcours » dans leur *curriculum vitae*. Enfin, le droit de grève - qui était devenu un droit incontestable et une force du mouvement ouvrier pour faire pression sur les investisseurs *en arrêtant la production* - subit lui aussi des attaques sournoises sous forme de « service minimum » et autres appels à la « liberté de travailler ».

Une liberté de travailler qui est surtout une obligation cruelle et impérative alors qu'un travail *flexible et mal payé* gangrène nos sociétés. Partout en Europe, pour protéger la compétitivité des économies nationales mises en concurrence par les contraintes juridiques du *shopping législatif*, de multiples réformes législatives réinstaurent des formes de travail précaire, combinant mauvais salaires et flexibilité des horaires à prester. Jadis temps de Dieu, puis journée de repos collectif laissant place à des activités récréatives (en famille, dans une équipe sportive, etc.), le dimanche échappe de moins en moins à cette chronophagie économique²⁹. Le travail en sous-effectif chronique est également une méthode de gestion en vigueur dans de nombreuses firmes privées, où les salariés sont soumis à d'intenses pressions physiques et psychologiques éliminant le moindre « temps mort » dans la journée de travail, ce qui dégrade fortement les relations entre collègues. Les enquêtes de terrain³⁰ à ce propos

²⁸ Interviewé sur *Matin Première* (RTBF) le 7 novembre 2017, le juge d'instruction Michel Claise - spécialisé dans la lutte contre la criminalité financière - racontait le peu de moyens réellement mis en œuvre pour lutter contre la fraude fiscale, qualifiant au passage « d'escroquerie intellectuelle » les effets d'annonces politiques autour de mesures soi-disant ambitieuses pour enrayer la criminalité en col blanc.

²⁹ Lire à ce propos Jean-Yves Boulin et Laurent Lesnard, « Les batailles du dimanche. L'extension du travail dominical et ses conséquences sociales », éditions PUF, 2017.

³⁰ Citons notamment Florence Aubenas, « Le quai de Ouistreham », éditions de l'Olivier, 2010 ; Jean-Baptiste Malet, « En Amazonie. Infiltré dans le meilleur des mondes », éditions Fayard, 2013 ; Julien Brygo & Olivier Cyran, « Boulots de merde. Du cireur au trader, enquête sur l'utilité et la nuisance sociale des métiers », La Découverte, 2016 ; Nicolas Latteur, « Travailler aujourd'hui. Ce que révèle la parole des salariés », éditions du Cerisier, 2017.

ne mentent pas mais convergent dans la même direction : dans nos sociétés riches où le nombre de millionnaires et de milliardaires augmente d'année en année, on assiste à un retour en force de la pauvreté et de la précarité, au point qu'avoir un travail n'est même plus une garantie de gagner correctement sa vie. Et la raison ne tient pas à un manque de richesses économiques (comme en témoigne la bonne santé financière des élites), mais à la destruction progressive des mécanismes de régulation du travail, des services publics et des filets de protection sociales. Autant de politiques de solidarité de plus en plus défaillantes car de moins en moins bien régulées et financées (voir aussi le tableau repris en fin de chapitre).

Cette dégradation qualitative de l'économie se révèle en creux dans le profil sociologique des femmes qui en viennent à tomber dans la prostitution pour des raisons alimentaires : travailleuse à mi-temps, épouse d'un homme dont les allocations sociales ont été rabotées, femme sans-abri cherchant un logement pour quelques jours, étudiante dont le père a connu un revers de fortune à la recherche d'un kot... Le recul de la démocratie économique est tel qu'une loi hollandaise, promulguée en 2015, autorise même certaines prestations de services (comme des cours d'auto-école) en échange d'un paiement en nature de la part de l'élève ! Ainsi, la dégradation qualitative de l'économie s'accompagne de dommages collatéraux sur certains droits politiques et libertés fondamentales, comme le droit à l'émancipation des femmes. Si le phénomène envahit toutes les couches pauvres (chômeuses et bénéficiaires d'allocations sociales) ou intermédiaires (travailleuses précaires) de la société, ce sont évidemment les personnes sans droits juridiques légaux qui sont les plus durement frappées. Précaires parmi les précaires, les femmes immigrées et sans-papiers - dénigrées par l'état, sans véritable statut social - se retrouvent parfois, pieds et poings liés par l'obligation de nourrir leurs enfants, livrées aux exigences de gens sans scrupules leur proposant, par exemple, un logement insalubre en échange de services sexuels³¹.

Comme en témoignent les reculs sociaux en Grèce, ce reflux de la démocratie économique vers la tyrannie économique ne connaît aucune limite éthique - hormis celle de maintenir *en apparence* le libre choix de travailler et de mener sa vie sans en être réduit à l'esclavage ou au travail forcé. Finalement, loin d'avoir suivi l'exemple de l'Angleterre mettant au XIX^{ème} siècle sa puissance au service d'une noble cause comme l'abolition de l'esclavage, nos états modernes n'ont pas seulement renoncé à étendre la démocratie économique à travers le monde. Ils coopèrent au contraire, à l'échelle internationale, pour mettre en place des accords juridiques contraignants organisant une compétition entre démocraties et tyrannies économiques - compétition dont les multinationales sont l'arbitre principal - qui devient ensuite l'outil de démolition des plus belles améliorations qualitatives de l'économie. Ainsi, au nom de l'expansion quantitative de l'économie, certaines valeurs fondamentales (comme l'égalité, le respect, la démocratie, l'émancipation féminine) sont reléguées comme autant d'objets désuets dans les poubelles de l'histoire.

³¹ Alessandra D'Angelo, « Prostituées alimentaires. Épouses, mères, étudiantes », éditions La boîte à Pandore, 2017.

Effets indésirables du libre-échange sur la démocratie économique	
Impact quantitatif	Les pertes de parts de marchés (de ceux qui restent) et les délocalisations (de ceux qui partent) conduisent à un recul des activités économiques contraire à l'effet initialement espéré (faire croître l'économie).
finances publiques	La diminution des activités économiques régulées de façon démocratique mène à la fois à une baisse des rentrées fiscales et à une hausse des dépenses sociales → il y a donc un déséquilibre des finances publiques.
Pour enrayer cette dynamique négative, les gouvernements (qui veulent maintenir le cap du libre-échange/shopping législatif) adoptent des mesures qualitatives négatives.	
La peste de l'austérité	<p>Économies budgétaires dans les finances publiques</p> <div style="display: flex; justify-content: space-around;"> <div style="text-align: center;"> <p>↓</p> <p>Services publics moins bien financés</p> <p>↓</p> <p>Détérioration de la qualité des services publics</p> <p>↓</p> <p>Régression de la qualité ou fin de la gratuité des services publics</p> </div> <div style="text-align: center;"> <p>↓</p> <p>Filets de protection sociale moins protecteurs (car coupés ou mis à mal)</p> <p>↓</p> <p>Pensions moins bien financées</p> <p>Accès plus cher aux soins de santé et aux médicaments</p> <p>Aides sociales conditionnelles de plus en plus sélectives</p> <p>↓</p> <p>La solidarité diminue et la précarité grimpe</p> </div> </div>
Le choléra des « Réformes nécessaires »	<p>Pour dissuader les investisseurs (de plus en plus volages grâce au libre-échange) de délocaliser leurs activités à l'étranger, la démocratie économique est détricotée via diverses mesures politiques :</p> <div style="display: flex; justify-content: space-around;"> <div style="text-align: center;"> <p>↓</p> <p>Diminution de l'impôt sur les bénéfices</p> <p>↓</p> <p>Cadeaux fiscaux aux entreprises</p> <p>↓</p> <p>Hausse des aides publiques à la création d'emplois (souvent précaires et mal payés)</p> <p>↓</p> <p>Réduction de la contribution financière des entreprises à la sécurité sociale</p> <p>↓</p> <p>Toutes ces mesures aggravent le déficit des finances publiques</p> </div> <div style="text-align: center;"> <p>↓</p> <p>Légalisation d'une multitude de contrats de travail précaires</p> <p>↓</p> <p>Flexibilité accrue du travail</p> <p>↓</p> <p>Report de l'âge de la pension</p> <p>↓</p> <p>Gel des salaires</p> <p>↓</p> <p>Fin du partage des gains de productivité</p> <p>↓</p> <p>Retour à une organisation du travail plus autoritaire et moins démocratique</p> </div> </div>
<p>Un traitement intensif de libre-échange est incompatible avec une démocratie économique en bonne santé. Si la démocratie économique se maintient, le libre-échange risque de mener à des reculs quantitatifs de l'économie (délocalisations d'activités, moindre succès des produits nationaux). Pour enrayer ce déclin économique, le libre-échange impose de rapprocher les démocraties économiques de la tyrannie économique via des reculs qualitatifs de l'économie (avec une intensité variable d'un pays à l'autre, mais sans aucun « plancher » éthique).</p>	

Se remobiliser pour une démocratie renforcée : Une nécessité sociale et écologique

Faute de pressions populaires suffisantes en faveur de la démocratie économique, les états ont donc renoncé à améliorer la qualité de l'économie et coopèrent au contraire à sa dégradation. C'est regrettable, et d'autant plus insensé qu'un autre sentier restait à défricher sur le chemin de la démocratie économique. Ce sentier, c'est l'amélioration de la qualité des *relations sociales* avec les autres espèces vivantes sur cette Planète. Cette idée germe aujourd'hui dans certains groupes sociaux, qui tentent de modifier leurs consommations (en consommant peu ou pas de produits à base d'animaux) ou militent pour octroyer des droits juridiques aux espèces vivantes non humaines.

Par réflexe, beaucoup d'entre nous jugent une telle attitude puérile, déraisonnable, et pensent qu'on ferait mieux de s'occuper de « problèmes sérieux ». Pourtant, s'interroger sur nos relations aux êtres vivants non humains est sans doute l'un des débats les plus sérieux qui soit. Car nos écosystèmes se dégradent, les pollutions chimiques s'intensifient et le réchauffement climatique menace de changer radicalement la face de la Terre et le destin de l'humanité, avant même que nous sachions comment réagir. Les atermoiements politiques autour du climat ne le prouvent, hélas, que trop bien.

Or, ces problèmes ont une racine semblable à ceux que nous avons évoqués auparavant. Cette racine, c'est une valeur fondamentale (profondément ancrée dans nos têtes) qui nous pousse à voir les animaux, les forêts, les océans et les sous-sols de la Terre comme autant d'espèces inférieures ou de choses inertes qu'on serait bien bête de ne pas exploiter jusqu'à la lie... et même au-delà. Fort de ce regard méprisant, qui dénie à la nature toute place en tant que *sujet* dans l'histoire, nous nous pensons autorisés à faire subir aux autres espèces vivantes mille et un tourments sans que cela heurte profondément nos consciences. L'élevage industriel de poules en batterie en est une illustration sidérante³².

Pourtant, ce regard méprisant que nous portons sur la nature n'a rien de naturel : il est le produit d'une histoire qui nous a vus passer de lointains ancêtres animistes (accordant à la nature une place de *sujet* à part entière) à celle d'éleveurs et de cultivateurs manipulant le vivant (bien avant les OGM) au gré des besoins humains. Si certaines communautés d'éleveurs ont su développer des relations d'affinités avec leurs animaux, comme les Nuer d'Afrique par exemple³³, il est piquant de constater que le développement de l'esclavage humain et des animaux a démarré simultanément au moment où nos ancêtres ont commencé à faire des stocks, puis à se lancer dans la révolution néolithique³⁴. Il est également piquant de constater que l'élevage de poules en batterie n'est pas seulement une maltraitance pour les animaux, mais se conclut dans certains pays « civilisés » (comme les Etats-Unis) dans des abattoirs où les travailleurs sont forcés de porter des langes pour ne pas nuire aux rendements à cause de pause-pipi³⁵ !

³² Lire à ce propos Armand Farrachi, « Les poules préfèrent les cages. Bien-être industriel et dictature technologique », éditions Yves Michel, 2012.

³³ Lire à ce propos le classique d'ethnologie d'Edward Evan Evans-Pritchard, « Les Nuer », publié par Gallimard.

³⁴ Yuval Noah Harari, « Sapiens. Une brève histoire de l'humanité », éditions Albin Michel, 2015.

³⁵ Source : Oxfam USA, « No relief. Denial of bathroom break in the poultry industry », édité en 2016 et disponible sur Internet.

À bien des égards, l'histoire que nous nous racontons à propos d'une nature-objet exploitable à merci est comparable à la théorie du créationnisme³⁶ : toutes deux sont le fruit d'une longue histoire religieuse chrétienne pétrie de dogmes³⁷, et pas plus l'une que l'autre ne correspondent aux connaissances scientifiques du moment. Car la science contemporaine nous apprend que la nature est vivante, dynamique, toujours occupée à muter sous une apparente stabilité, qu'elle nous a enfanté et que nous dépendons d'elle pour vivre. La science contemporaine ajoute que la nature peut aussi brusquement changer de visage et se montrer brutale, dangereuse, voire apocalyptique, au point de rayer de la carte des vivants la majorité des espèces existantes à une époque (en ce inclus les espèces dominantes comme feu les dinosaures). Sachant que de telles exterminations massives d'espèces se sont déjà produites à cinq reprises par le passé, et vu l'incapacité notoire de nos sociétés modernes à modifier leur fonctionnement pour s'adapter aux enjeux écologiques, l'une des questions les plus sérieuses qu'on puisse se poser est de savoir si, aujourd'hui, nous ne sommes pas en train de faire balbutier la plus tragique des histoires. À ce jour, aucune norme politique internationale contraignante - c'est-à-dire assortie d'objectifs précis, de contrôles et de sanctions - n'existe pour enrayer le réchauffement climatique en cours. Lequel risque de modifier profondément la Terre telle que nous la connaissons (niveau des océans, lieux propices à la culture, zones glaciaires ou désertiques, rythme et intensité des pluies) et va s'avérer d'autant plus dramatique qu'il va chambouler des écosystèmes déjà mis à mal par notre agressivité technique et notre ingéniosité dévorante à forer les sols, raser les forêts et dépeupler les océans. Pour satisfaire aux exigences d'un système économique lancé dans une expansion quantitative sans limite, nous prélevons les ressources naturelles à un rythme plus rapide qu'elles ne se développent, et rejetons des montagnes de déchets dans l'environnement.

Alors que le réalisme est une valeur souvent évoquée par les partisans du *tout-à-l'économie* (qu'ils soient ou non défenseurs de la démocratie économique), le credo en faveur d'une expansion infinie de notre système de production et de consommation se heurte pourtant à la plus réaliste et infranchissable des barrières : les limites physiques de la seule planète qui abrite notre existence. Pour éviter le choc frontal, changer de regard va s'avérer nécessaire. D'une manière qui reste encore à débattre en urgence, nous allons devoir inclure la nature dans notre regard sur le monde, l'histoire et l'économie. Prenons un exemple illustratif : au XX^{ème} siècle, nous avons connu deux guerres mondiales qui ont fait des millions de morts en quelques années, avant de s'arrêter pour laisser place à des périodes de paix et de prospérité. Outre qu'il s'agit là d'un point de vue très centré sur l'histoire occidentale (de nombreuses populations à travers le monde n'ont connu ni la paix ni la prospérité), cette manière de voir s'avère archi-fausse si l'on élargit notre regard aux autres espèces vivantes vis-à-vis desquelles nous avons mené une guerre impitoyable et incessante. Ainsi, la multitude de gaz et de produits toxiques que des ingénieurs ont créé durant les guerres humaines pour tuer « l'ennemi » n'ont pas été rangés avec les fusils, les bombes et les chars d'assaut à la fin des hostilités. On ne s'est pas contenté de recherches pour « améliorer » ces substances tueuses, mais leur production industrielle s'est traduite par une *utilisation permanente* à la surface de la Terre dans une course purement quantitative aux rendements agricoles. À un rythme effréné, nous avons ainsi bombardé nos ennemis (comme les insectes et les rongeurs) en aspergeant nos sols de pesticides comme si c'était là un acte banal et parfaitement innocent. Si nous progressons dans cette guerre, faisant décliner les populations de nombreuses espèces vivantes, nous avons par contre du mal à comprendre que *détruire l'autre, c'est*

³⁶ Rappelons que le créationnisme est un courant de pensée niant les connaissances scientifiques sur l'évolution du vivant pour évoquer un monde immuable (sans évolution des espèces) créé par Dieu.

³⁷ L'ouvrage complexe de Pol-P. Gossiaux, « Anthologie de l'homme et la nature. Genèses de l'anthropologie à l'âge classique (1580-1750) », édité par De Boeck en 1993, constitue une excellente introduction pour s'aventurer dans cette vaste réflexion.

nous détruire aussi car la vie sur Terre est basée sur de multiples interactions et interdépendances où l'humain (quoi qu'on en pense) n'est qu'un maillon parmi d'autres. Si la chaîne se casse, nous nous brisons aussi...

Bref, là où nous voyons une croissance économique des rendements agricoles grâce à la guerre chimique contre les espèces indésirables, les scientifiques observent une dégradation qualitative des écosystèmes qui va coûter cher, de multiples manières, à l'humanité. Ne prenons qu'un exemple : parce que nous partageons de lointains ancêtres communs, nos corps et notre biologie interne présentent de troublantes similitudes avec celles et ceux qu'on cherche à éliminer. Et certains des produits tueurs qu'on leur destine ont des effets boomerang sur notre santé. Le cas du glyphosate, renouvelé pour cinq ans à l'automne 2017 par l'Union européenne alors que l'Organisation Mondiale de la Santé le suspecte d'être un produit cancérigène, devrait nous interpeller. Mais aussi nous indigner et nous révolter, car c'est avec notre santé (ou celle de nos proches) que les puissances publiques sont en train de jouer. Des fabricants de tabac aux créateurs d'essence avec plomb, les industriels ont maintes fois prouvé par le passé qu'ils pouvaient mentir - notamment en faisant appel à la connivence de scientifiques complaisants - pour nier la toxicité avérée d'un produit qu'ils voulaient à tout prix commercialiser. Gardant en mémoire ces mensonges marchands, nous devrions savoir qu'on ne peut jamais faire confiance *a priori* au producteur d'une substance pour en évaluer les dangers. C'est pourtant ce que fait l'Union européenne dans ses procédures de mise sur le marché de nouveaux produits, sacrifiant du même coup la santé et le bien-être physique des citoyens sur l'autel du développement quantitatif de toute marchandise ou substance susceptible de doper l'économie. Il faut être aveugle, c'est-à-dire profondément immergé dans les valeurs dominantes du moment, pour ne pas reconnaître là un symptôme alarmant de tyrannie économique.

Pourtant, le problème du *contenu des productions économiques* est une des questions restées en friche lors des grandes conquêtes passées de la démocratie économique. Dans nos sociétés, seule une minorité de groupes sociaux (investisseurs privés en tête) a le droit d'esquisser les priorités en matière d'innovations, de marchandises à créer, de substances à inventer, mais aussi de contenus de travail qui ont le droit d'exister. Ce qui n'est pas sans créer d'inquiétantes dérives pouvant tourner (faute de contre-pouvoirs régulateurs et démocratiques) au dysfonctionnement structurel. Dans un livre au titre éloquent - « *Cochonneries, comment la charcuterie est devenue poison* »³⁸ - Guillaume Coudray raconte ainsi pourquoi et comment les industriels de l'agro-alimentaire ont dénaturé un produit largement consommé pour en faire un business toujours plus rentable sur le plan financier... mais toxique pour la santé humaine. De l'obsolescence programmée des appareils jetables à la crise financière des subprimes, dans le domaine écologique comme dans le domaine social, nous payons au prix fort ce renoncement à un droit de regard démocratique sur le *contenu* des productions économiques.

Pourtant, parler du contenu de l'économie, de ce qui peut y entrer ou en sortir, était finalement le sujet central de la lutte contre l'esclavage. Un combat qui consistait bien à interdire une pratique commerciale - la vente d'esclaves humains - pour faire passer une multitude d'hommes et de femmes du rang de « biens vivants exploitables à merci » à celle d'humains dotés de droits et devoirs. Pour leur bien-être, mais aussi pour le nôtre, un combat similaire reste à faire en faveur des êtres vivants non humains qui ne peuvent rester à l'état de choses malléables à merci, destinées à naître, grandir et mourir *le plus vite possible* pour satisfaire des appétits économiques purement quantitatifs.

³⁸ Paru en septembre 2017 aux éditions La Découverte.

Conclusion

Toute époque est à la croisée de certains chemins.

Après avoir conquis de hautes luttes certains droits politiques et sociaux fondamentaux pour améliorer la qualité de l'économie, nous nous laissons aujourd'hui abrutir ou manipuler par des discours quantitatifs dévaluant l'importance de relations sociales qualitatives dans l'économie et la société, autour d'une maxime devenue dogme : la *compétitivité*.

Un dogme dangereux car tronqué par une concurrence déloyale à l'échelle internationale, où les entreprises sont libres de choisir les systèmes législatifs qui leur conviennent le mieux, alors que l'histoire des progrès sociaux - à commencer par l'abolition de l'esclavage - est toujours passée par l'adoption de lois contraignantes, c'est-à-dire assorties d'objectifs clairs, de contrôles indépendants et de sanctions lourdes pour les contrevenants.

Nous pouvons laisser faire et dériver lentement sur ce chemin, voire l'accélérer en qualifiant les résistants d'*archaïques* et de *dépassés*, pour nous plaindre au fil des ans d'une société de moins en moins sécurisante, d'un monde de moins en moins réjouissant.

Nous pouvons aussi nous battre et lutter. Chacun à son échelle, chacun à sa mesure, peut mettre des cailloux dans les chaussures de l'ordre social dominant, et exiger un changement de cap pour défricher de nouveaux chemins de démocratie économique. Faute de les arpenter de long en en large³⁹, nous en avons pointé quelques-uns : l'extension de la démocratie économique aux peuples étrangers, la lutte contre le shopping législatif des accords de libre-échange, l'octroi de certains droits juridiques aux espèces vivantes non humaines (si ce n'est pour elles, à tout le moins pour notre santé), et enfin le droit à définir collectivement les métiers et marchandises dont on veut encourager le développement ou, au contraire, dont on voudrait atténuer l'importance ou qu'on voudrait voir disparaître.

Pour marcher dans ces directions, il faut renoncer aux approches purement quantitatives de l'économie (pas pour les faire disparaître, mais pour refuser qu'elles soient les seules prises en compte).

Pour marcher dans ces directions, il faut aussi refuser les injonctions de ceux qui prétendent que l'état n'a rien à faire dans l'économie. D'une part, parce que ces gens mentent en réclamant eux-mêmes des interventions de l'état pour modifier à *leur avantage* les lois encadrant l'économie (par exemple, en adoptant des accords de libre-échange contraignants sur le plan juridique et judiciaire). D'autre part, parce que l'état (sous pression populaire) a prouvé qu'il était capable d'autoriser ou d'interdire certaines pratiques commerciales, mais aussi qu'il pouvait réguler avec souplesse le fonctionnement des marchés en utilisant des taxes pour encourager ou décourager certaines pratiques économiques. L'état a également le pouvoir de tisser des filets de protection sociale, d'accorder des droits juridiques et d'exiger des devoirs démocratiques (comme le paiement d'impôts) aux citoyens et aux entreprises. Quand il est correctement financé, l'état est également un formidable investisseur qui pourrait lutter contre le réchauffement climatique en améliorant les performances énergétiques de nombreuses infrastructures (bâtiments publics, réseaux de transports, logements sociaux...). L'état n'est ni le mal ni le bien, mais un outil, un arbitre et un reflet des rapports de force à l'œuvre dans nos sociétés.

³⁹ Pour se faire à l'idée que ce ne sont pas les bonnes idées qui manquent, on peut aussi lire le livre d'Olivier Bonfond, « Il faut tuer TINA. 200 propositions pour rompre avec le fatalisme et changer le monde », paru aux éditions Le Cerisier en 2017.

Pour marcher vers la démocratie économique, pour améliorer qualitativement le fonctionnement de nos sociétés, une pression populaire est nécessaire. Ce n'est pas en se cloisonnant chez soi, en enviant *l'un-peu-plus-riche*, en dénigrant *l'un-peu-plus-pauvre*, qu'on sortira collectivement de notre misérable manière de penser actuelle. Car les problèmes de pauvreté ne résultent pas d'une misère matérielle généralisée (les richesses existent et sont abondantes), mais bien d'une crise profondément qualitative dans notre manière d'être aux autres telle que définie par un ordre social face auquel beaucoup sont résignés.

Pour retrouver l'élan des mobilisations, nous avons besoin de croire. Pour que la volonté de changer de cap existe, nous avons besoin de partager des valeurs fondamentales. Seules des valeurs fondamentales, c'est-à-dire des points de vue qualitatifs sur notre relation aux autres, sont capables d'éveiller nos consciences pour le pire comme le meilleur. Le pire est toujours de dénigrer l'autre, d'une manière ou d'une autre, pour l'exploiter, l'ignorer ou le laisser croupir dans sa misère. Le meilleur, de nos jours, serait d'associer le souci du social au souci de l'écologie.

Cela passe notamment par le refus du *prêt-à-penser* dominant (*les chômeurs sont des fainéants, les migrants des profiteurs, les soucis écologiques seront vite résolus grâce aux solutions techniques, etc.*) pour pourfendre certains des dogmes les plus solides du moment.

Commençons en arrêtant de croire que le débat économique n'est qu'une affaire de chiffres. N'acceptons plus qu'on nous parle de crise quantitative des richesses sans évoquer la crise qualitative qu'est le retour vers la tyrannie économique.

Arrêtons de croire que la vie se résume à devoir travailler *n'importe comment* pour fabriquer *n'importe quoi* dans l'espoir de gagner *n'importe quel salaire*. La vie, en démocratie, s'élève sur des balises collectives qui rendent possible ou interdisent, qui favorisent ou défavorisent, certains comportements ou certaines pratiques - y compris dans le champ de l'économie.

In fine, ce sont les valeurs fondamentales collectivement partagées qui guident et font évoluer nos sociétés. C'est une des raisons pour lesquelles il est illusoire de croire - comme l'a fait le peuple américain aux dernières élections présidentielles - qu'il suffit de savoir diriger une entreprise privée pour être un bon capitaine de navire auquel on peut confier, les yeux fermés, le gouvernail politique de nos sociétés.